

# BROCHURE

## SOLIDARITÉ MAROC



### CONTRE LE REGIME REACTIONNAIRE MAROCAIN ET L'IMPERIALISME FRANÇAIS



COUP POUR COUP 31 • COUPPOURCOUP31@GMAIL.COM • COUPPOURCOUP31.OVER-BLOG.COM  
• AGEN • AGENPARIS10@HOTMAIL.COM • AGEN-NANTERRE.OVER-BLOG.COM  
• COMITÉ ANTI-IMPÉRIALISTE • ANTI.IMPERIALISTE@GMAIL.COM



# Sommaire

<b>Maroc : l'exception ou la poudrière ?</b>	<b>p 3</b>
<b>Luttes révolutionnaires au Maroc</b>	<b>p 6</b>
<b>L'importance historique de la guerre du Rif</b>	<b>p 8</b>
<b>Le Maroc, un pays semi-colonial, semi-féodal</b>	<b>p 13</b>
<b>Comment une monarchie servante du colonialisme français a-t-elle sauvé sa peau ?</b>	<b>p 19</b>
<b>Soutenons les prisonniers marocains de la voie démocratique basiste</b>	<b>p 20</b>
<b>Maroc : lourdes peines contre les étudiants communistes</b>	<b>p 22</b>
<b>Zahra Boudkour un combat exemplaire</b>	<b>p 23</b>
<b>Déclaration d'Ilham Hasnoui à sa sortie de prison (2010)</b>	<b>p 28</b>
<b>Interview d'Ilham Hasnoui dans Red Flag</b>	<b>p 30</b>
<b>Déclaration du détenu politique Abdelhak Talhaoui</b>	<b>p 32</b>
<b>La situation actuelle vue par les marxistes léniniste maoïstes au Maroc</b>	<b>p 33</b>
<b>Intervention d'un camarade marocain lors du meeting « des révoltes arabes à la révolution »</b>	<b>p 40</b>
<b>Déclaration de Coup Pour Coup 31</b>	<b>P 41</b>
<b>Intervention du Comité Anti-impérialiste</b>	<b>p 43</b>

## MAROC : L'EXCEPTION OU LA POUDRIERE ?

L'année 2011 s'est ouverte par des Intifadas fracassantes dans plusieurs pays arabes. Tous les médias se sont braqués sur ces révoltes qui, de la Tunisie au Bahreïn, prenaient pour cibles des tyrans détestés par les masses populaires.

Une exception notable dans ce grand concert : le Maroc.

Pourquoi l'opposition à la monarchie absolue du roi Mohamed VI a-t-elle été ignorée du reste du monde ? Qui a entendu parler de Kamal Amrani, un jeune homme de trente ans, décédé le 2 juin suite à des blessures reçues lors de la grande manifestation du 29 mai 2011 ? Pas un mot, pas une image sur nos écrans. Qui connaît son portrait qui fut pourtant brandi dans toutes les villes marocaines le 5 juin ? Qui a entendu parler du centre de détention de Temara<sup>1</sup>, situé dans la banlieue de Rabat, où la police politique enferme et torture les opposants ? Que signifient les déclarations de la diplomatie française ou américaine sur le caractère « exemplaire » et même « révolutionnaire » du régime marocain<sup>2</sup> alors que celui-ci maintient le caractère absolu et sacré de la monarchie de droit divin ?

---

<sup>1</sup> Selon Khadija Ryadi, Présidente de l'Association marocaine pour les droits humains, il aurait servi de centre de torture de type Guantanamo et ferait partie des fameuses « prisons secrètes de la CIA ».

<sup>2</sup> Le 18 juin 2011 le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé a salué samedi à Bordeaux le discours du roi Mohammed VI au peuple marocain, qu'il a qualifié d'« historique, visionnaire et courageux » ; dans la foulée, Rachida Dati, ancienne ministre, salue « un exemple pour tout le monde arabe », une expression reprise par l'ultrar réactionnaire Alexandre Adler dans le Figaro du 26 juin.



Le mouvement du 20 février au Maroc



Ce silence complice sur la face cachée du Maroc ne remonte pas au mouvement du 20 février. Une même omerta a régné sur le calvaire de Zahra Boudkour et de ses 18 camarades enfermés à Marrakech en 2008, sur le soulèvement des chômeurs et de toute la population de Sidi Ifni en juin 2008, ou encore sur le camp des sahraouis brûlés par les FAR (Forces armées royales) en novembre 2010.

Le secret de la défense inconditionnelle du régime marocain par la bourgeoisie impérialiste doit être levé. Le Maroc n'est pas uniquement le lieu de vacances et de

détente dans de luxueux ryads de la grande bourgeoisie française et internationale. Le Maroc est une clé de voûte dans le système de pillage des pays dominés. La stabilité du régime assure que la structure de la propriété ne sera pas modifiée. Le Maroc demeure un pays semi-colonial, semi féodal. Quelques dizaines de familles proches du trône, contrôlent les principales richesses et gèrent les intérêts des grands groupes impérialistes. Mais elles sont en réalité assis sur un baril de poudre. Ils creusent leur propre tombeau. De là vient la nécessité d'entretenir le mythe d'un Maroc où règne la démocratie et le bien-être



*Photo du martyr Kamal Anmari tué à Safi et répression d'une manifestation : ce qu'on ne verra pas dans les médias français « libres »*

A l'heure actuelle, la contre-révolution dans les pays arabes présente deux faces : des processus électoraux bourgeois ou des interventions armées de l'OTAN ou des pays du Golfe. La séquence de reprise en main des soulèvements populaires se termine par une contre-révolution « démocratique ». Les classes dominantes ont imposé leurs alternatives en Tunisie et en Egypte et en Lybie en promouvant des islamistes « fréquentables » c'est-à-dire favorables à la mondialisation impérialiste et à ses bras armés. Mais l'avenir ne leur appartient pas. L'avenir appartient à ceux qui ouvrent la voie de l'alternative révolutionnaire.

Cette brochure de solidarité a pour but de présenter ceux qui luttent pour un Maroc débarrassé de l'exploitation et de l'oppression. Elle présente de façon succincte l'histoire des résistances et soulèvements populaires, la nature du régime et le combat des communistes marocains, et en particulier des prisonniers de la Voie Démocratique Basiste Marxiste Léniniste Maoïste (VDB MLM).

L'expérience des révolutionnaires marocains est en effet déterminante car le Maroc est aujourd'hui une poudrière. Le Maroc est dans l'immédiat un des seuls pays du monde arabe ou arabo-berbère dans lequel un courant communiste maoïste existe et se renforce. Cette brochure doit servir à mieux le connaître et à le soutenir.

Le Mouvement révolutionnaire marocain a une histoire importante. Il est né dans les années 1970 pour combattre le régime monarchiste pro-impérialiste, un régime qui le 23 mars 1965 a réprimé avec une violence inouïe l'intifada de la ville de Casablanca, faisant des milliers de martyrs.

Ce qui est assez connu c'est la répression de fer<sup>3</sup> qui s'abattra sur le mouvement révolutionnaire et démocratique. Dans les années 1970 les révolutionnaires sont appelés *frontistes* car ils se regroupent dans un front composé des organisations *Il Al Amam* (En Avant), du *Mouvement du 23 mars* et de *Servir le peuple*. Parmi les centaines de martyrs, citons le dirigeant syndicaliste Omar Benjelloun, assassiné par des fascistes religieux à sa sortie de prison le 18 décembre 1975 ; la communiste Saïda Menchbi, emprisonnée, torturée et jugée parmi les 139 militants marxistes-léninistes dans le procès du 3 janvier 1977, morte au bout de 33 jours de grève de la faim dans la lutte contre l'isolement total. Abdellatif Zeroual, assassiné sous la torture quelques jours après son enlèvement à Casablanca en novembre 1974.

Ce qui est moins connu par contre, c'est la nature de leur combat. Ce combat est poursuivi aujourd'hui par les camarades marocains dans et hors des prisons. Le Mouvement révolutionnaire marocain s'est construit dans un contexte local et international précis. Brièvement, il a trois racines : l'intifada de Casablanca de 1965, l'élan mondial des luttes des années 1960 dans la « zone des tempêtes » (qu'on appelait alors le Tiers-Monde) et l'influence de la Révolution chinoise et de la Révolution Culturelle sous la direction de Mao Zedong notamment par la critique du révisionnisme en Union Soviétique.

A partir de ces trois racines, le Mouvement révolutionnaire marocain, à travers les expériences d'Il Al Amam (En avant), du mouvement du 23 mars et de Servir le Peuple, va définir ses priorités :

-Combattre la confiscation de l'indépendance de 1956 par le Makhzen et les « nouveaux colons »

- Affirmer la nécessité de créer un parti « *sous le feu de l'ennemi* », au sein des masses paysannes et ouvrières.

-Mener la lutte des classes comme un processus qui va de la révolution démocratique au socialisme par le moyen de la *guerre populaire prolongée*

C'est ce programme général, toujours actuel, que les révolutionnaires marocains brandissent à nouveau après son abandon opportuniste durant les années 1980 et 1990. Disons le clairement, ce qu'il y a eu de meilleur dans la décennie 1970 comme ce qu'il y a de plus prometteur aujourd'hui s'est réalisée par l'affirmation progressive du maoïsme.

Le mouvement communiste n'a pas été détruit par la vague anticommuniste de l'Ouest. En réalité, le mouvement communiste a d'abord été miné de l'intérieur par les révisionnismes soviétique et chinois et discrédité par les partis du « *crétinisme parlementaire* », notamment en Europe, qui ont participé aux pouvoirs bourgeois. La bourgeoisie impérialiste n'a jamais réussi à vaincre son ennemi mortel. Le mythe de « la mort du communisme » va bientôt rejoindre les poubelles de l'Histoire.

Ceux qui promettaient depuis 1989 une ère de Paix, de Prospérité et de Démocratie grâce au marché capitaliste tout-puissant n'ont plus qu'une obsession. Leur unique but : empêcher que la crise générale n'aboutisse à une mobilisation révolutionnaire des masses, c'est-à-dire à une révolution authentique qui renverse non seulement des laquais comme Ben Ali ou Moubarak mais qui renverse les classes

---

<sup>3</sup> Le livre de Gilles Perrault *Notre ami le roi* retrace les épisodes principaux des arrestations de centaines d'opposants, les tortures, les disparitions et les massacres durant le règne d'Hassan II (1961-1999)

dirigeantes et instaure le nouveau pouvoir populaire. Au Maroc, comme dans d'autres semi-colonies, cela est possible, cela est souhaitable, cela est nécessaire.

## LUTTES REVOLUTIONNAIRES AU MAROC

L'histoire du Maroc est marquée, depuis des années, par de nombreuses luttes populaires. Qu'il s'agisse de luttes anticoloniales sous le régime de protectorat français et espagnol, ou de luttes pour dénoncer la monarchie dictatoriale et répressive mise en place après « l'indépendance », le peuple marocain s'est soulevé à plusieurs reprises et continue, aujourd'hui encore, de mener le combat face au régime en place et à la situation politique du pays.

### a) La lutte contre le régime colonial : Abdelkrim.

Dès le XVI<sup>e</sup> siècle, le Maroc, dirigé par le Makhzen<sup>4</sup>, est mis sous dépendance européenne. Mais c'est au cours du XIX<sup>e</sup> siècle que la présence coloniale se confirme. L'Espagne, puis, à partir de 1904, la France, confirment leur présence au Maroc et écrasent, en accord avec le Makhzen, les révoltes populaires (dans le Rif en 1908, à Fès en 1911) menées contre la colonisation européenne. Le 30 Mars 1912, la signature du traité de Fès entre la France et le sultan Moulay Hafiz, confirme la domination coloniale par la mise en place d'un protectorat français sur le Maroc, et d'un sous-protectorat espagnol au Nord dans la région du Rif, et au Sud du Maroc, à la frontière avec la colonie espagnole du Sahara occidental.

---

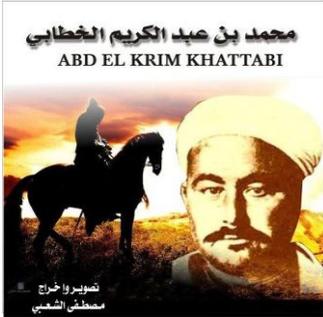
<sup>4</sup> Il s'agit d'une alliance entre la bourgeoisie commerçante et les féodaux, dirigée par un sultan.



*Une propagande d'hier qui est réhabilitée  
par les impérialistes d'aujourd'hui...*

La lutte anticoloniale se manifeste dès l'instauration du régime de protectorat. Ce combat contre la colonisation et pour l'indépendance du Maroc est notamment symbolisé par la lutte menée dans le Rif et la figure d'Abdelkrim El Khatabi. Dès 1920, Abdelkrim El Khatabi organise le soulèvement de la région du Rif contre les colons espagnols. Il mène une guerre populaire pour la libération et l'indépendance du Rif et, malgré la répression importante menée par l'Espagne, la révolte s'amplifie et inflige de nombreuses défaites aux Espagnols. La victoire écrasante des Rifains à la bataille d'Anoual le 22 juin 1921, ébranle les colons et enflamme le Rif. Abdelkrim proclame, en 1923, la « République du Rif », et rompt ainsi non seulement avec le colonialisme, mais aussi avec le modèle féodal. Cette proclamation d'une république indépendante dans la région du Rif a un écho considérable et menace également le protectorat français. En effet

le mouvement populaire dirigé notamment par Abdelkrim continue son avancée et oblige les Espagnols à se replier sur la côte. De plus, il reçoit des aides de la part du PCF naissant (Parti Communiste Français) qui se mobilise en sa faveur, et exige la reconnaissance du gouvernement du Rif.



Face à l'ampleur du soulèvement et à la menace représentée par ce mouvement pour les puissances coloniales, la France et l'Espagne concluent un accord et organisent la répression. L'offensive franco-espagnole, dirigée par le maréchal Pétain, est considérable. Abdelkrim se rend le 27 Mai 1926, et est exilé sur l'île de la Réunion. Autorisé à être transféré en France, il s'échappe et trouve asile au Caire en 1947, où il fonde le Comité de libération du Maghreb arabe et continue à clamer la nécessité de la lutte pour l'indépendance en Afrique du nord.

Décédé au Caire en 1962, Abdelkrim représente une figure importante de la lutte anticoloniale. De plus, le combat qu'il a mené pose la question de la République et de la rupture avec un modèle de domination de la bourgeoisie marocaine mise sous la tutelle des puissances impérialistes

b) Lutte pour l'indépendance et contre le néocolonialisme : Ben Barka.

Mehdi Ben Barka est également une figure importante de la lutte pour l'indépendance puis contre le néocolonialisme.

Le refus de la colonisation et la revendication de l'indépendance se développent notamment à partir des années 1940 au Maroc, participant au mouvement global de décolonisation. En 1943 est ainsi créé le Parti de l'Istiqlal, (PI) c'est-à-dire de l'indépendance. Mehdi Ben Barka devient l'un des principaux dirigeants de ce parti, et il est désigné par la France coloniale comme « ennemi public n°1 ». Le mouvement nationaliste pour l'indépendance s'amplifie et se radicalise, conduisant au déclenchement de la lutte armée en 1953.



*Mehdi Ben Barka, progressiste marocain, responsable de la Tricontinentale, assassiné à Paris en 1965 par les services secrets marocains et français*

## L'IMPORTANCE HISTORIQUE DE LA GUERRE DU RIF

Le soulèvement du Rif marocain dirigé d'une main de maître par Abdelkrim Al Khatabi est une source de prise de conscience fondamentale pour les mouvements de libération anticoloniaux dans le Maghreb et dans le monde.

La guerre du Rif s'enclencha en 1923 par l'occupation espagnole de cette région. La résistance fut saluée par Ho Chi Minh et par Mao Zedong comme la première expérience de la tactique de guérilla moderne menée par un peuple colonisé. Au niveau social, Abdelkrim mit en œuvre un programme de lutte contre la féodalité et de réforme agraire. Il proclama la naissance de la République et les interventions espagnoles et françaises connurent pendant trois ans de nombreuses déroutes. Il fallut que l'Espagne et la France, deux puissances impérialistes, envoient un corps expéditionnaire de 300 000 hommes pour une guerre totale, utilisent les bombardements massifs et gazent la population des villages pour contraindre Abdelkrim à se rendre le 27 mai 1926. Le Parti Communiste prit alors une position internationaliste exemplaire sous la houlette de l'Internationale Communiste qui appelle à une solidarité sans faille avec les insurgés rifains. Cette attitude reçoit un écho important notamment parmi les travailleurs algériens vivant en France qui vont fonder en 1926 l'« Etoile Nord-Africaine » (ENA). La révolution bolchévique avait proclamé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et Lénine considérait les mouvements nationaux des peuples opprimés comme partie prenante de la révolution mondiale. La 8<sup>ème</sup> condition d'adhésion à la III<sup>ème</sup> Internationale est explicite : *« Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies et opprime des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement nette. Tout parti appartenant à la III<sup>ème</sup> Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en parole, mais en fait, tout mouvement d'émancipation des colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées, et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux ».*

Par la suite, dès les années 1930, sous le prétexte de ne pas briser l'unité du Front populaire, le PCF rompra avec l'application de cette thèse, et cette déviation chauvine ne fera que s'amplifier jusqu'au vote criminel des pleins pouvoirs au gouvernement Guy Mollet pour réprimer l'insurrection algérienne en 1956.

Cependant, bien qu'étant anticolonial, le PI tout comme Ben Barka ne voit pas le sultanat comme un acteur de la domination de connivence avec la puissance coloniale. Ils exigent ainsi le retour du sultan, le futur roi Mohammed V, exilé par la France en 1953.

Après l'indépendance, reconnue en 1956, Mohammed V et son fils Hassan II écrasent cependant peu à peu le mouvement national revendiquant la lutte armée jusqu'à la libération entière du

Maghreb et participent à l'instauration d'un régime de type néocolonial. En effet, si la France reconnaît l'indépendance du Maroc, l'impérialisme français est présent néanmoins dans le pays, et ce en collaboration avec la monarchie locale.

Loin de répondre aux aspirations populaires, cette situation néocoloniale ne fait que poursuivre la domination sous d'autres formes et servir les intérêts impérialistes.

Face à cette situation, Ben Barka décide de scinder le PI en deux, et crée ainsi l'Union Nationale des Forces Populaires (UNFP), qui se veut moins conservatrice et plus représentative des idées de gauche. Le mouvement est durement réprimé par la monarchie et conduit à l'exil de Ben Barka en 1960. Exilé, il poursuit cependant son engagement militant en appelant au soutien aux peuples encore en lutte pour leur indépendance, mais aussi en soutenant la résistance palestinienne, dénonçant Israël qu'il décrit comme le « cheval de Troie de l'impérialisme ». De retour au Maroc en 1962, il dénonce le néocolonialisme exercé dans le pays et exprime la nécessité de rompre avec cette situation ainsi qu'avec les structures féodales.

Les bons résultats obtenus par l'UNFP aux élections de 1963 conduisent cependant à une forte répression du régime et à l'exil définitif de Ben Barka suite aux tentatives d'assassinats dont il est la cible.

Il est enlevé à Paris puis assassiné le 29 octobre 1965 sans que son corps ne soit retrouvé. Son assassinat se produit peu avant la tenue de la Tricontinentale de la Havane en 1966, conférence anti-impérialiste des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, à la préparation de laquelle il avait participé. L'écho de son assassinat est alors considérable, et a un retentissement important au Maroc.

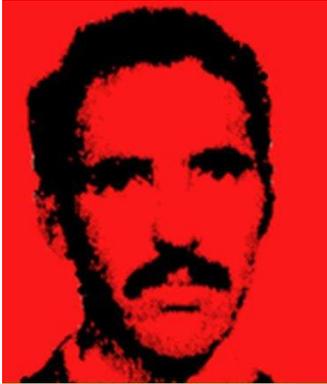
- c) Années 70 : lutte contre le despotisme et pour la révolution sociale.

La période que couvre les années 1960-1980, qu'on appelle également les *années de plomb*, constitue un moment où la répression à l'égard des masses populaires et des mouvements de gauche est extrêmement importante. Elle va également de pair avec une accentuation des

mouvements de contestation et la constitution d'un véritable parti révolutionnaire au Maroc.

L'insurrection populaire du 23 Mars 1965 est la première depuis « l'indépendance » du Maroc. Elle est à l'origine du « mouvement du 23 Mars », qui remet en cause la monarchie, mais qui est aussi le point de départ d'un militantisme qui se met en lien avec les masses et pour qui la constitution d'un parti révolutionnaire constitue un intérêt réel.

L'organisation du 23 Mars est le point de départ de la mise en place d'un mouvement marxiste-léniniste marocain, qui s'engage dans la lutte contre le despotisme et pour une révolution sociale au Maroc. La proclamation officielle de ce mouvement marxiste-léniniste s'effectue au cours du XIII<sup>e</sup> congrès de l'UNEM (Union Nationale des Etudiants du Maroc) en 1969. Les années 70 sont fortement marquées par ce mouvement qui s'engage sur plusieurs fronts dont les axes principaux sont la participation aux luttes des masses, le soutien à la fois matériel et idéologique à la résistance palestinienne, et la démarcation vis-à-vis des partis révisionnistes qui sont en négociation avec la monarchie. En 1970, dans la perspective d'une radicalisation du combat et du mouvement révolutionnaire, Abraham Serfaty, figure importante de la lutte anticoloniale et anti-impérialiste, crée, avec Abdellatif Zérroual, Ijal Amam (En avant !). Cette organisation politique marxiste-léniniste joue un rôle crucial dans la lutte menée au Maroc et connaît de ce fait une répression importante.



1974-11-14 عبد اللطيف زروال  
شهيد الحركة الماركسية اللينينية المغربية

*Abdelatif Zeroual, assassiné en 1974 dans les prisons secrètes d'Hassan II*

Le combat politique se caractérise également par la mise en place et la diffusion de la revue *Souffles*, revue publiée à la fois en français et en arabe, créée par Abdelatif Laâbi. Cette revue, qui publie jusqu'en 1972 de la poésie, de l'art mais aussi des articles de recherches scientifiques, constitue un biais pour la diffusion des idées politiques et de la nécessité du combat contre la situation en place.

En 1972, la revue *Souffles* est interdite et censurée par la monarchie qui y voit une atteinte à la sûreté de l'Etat. Cette interdiction est accompagnée d'une vague d'arrestations importante des militants de Ilal Amam ainsi que des membres du mouvement étudiant dirigé par l'UNEM. Les arrestations massives de ces militants, sont suivies d'un emprisonnement accompagné de tortures physiques et morales qui conduisent souvent à la mort ou à des séquelles importantes. Les récits de ces séances de torture dans les prisons marocaines, notamment au centre de torture de Derb Moulay Cherif sont nombreux et

témoignent des conditions inhumaines infligées au prisonniers politiques marocains<sup>5</sup>.



*Saïda Menebhi, militante d'Ilal Amam, meurt en prison en 1977, suite à une grève de la faim menée contre les disparitions et la torture*

#### d) Les révoltes populaires des années 80.

Si les années 1980 marquent la « fin » des *années de plomb*, la situation au Maroc n'évolue pas pour autant en faveur des revendications populaires. Soumis aux intérêts de l'impérialisme européen, et plus particulièrement français, le Maroc souffre d'une pauvreté et d'un chômage très élevés malgré des ressources naturelles nombreuses et riches. La situation sociale du peuple marocain se caractérise par une extrême pauvreté, une espérance de vie et un taux de scolarisation bas tandis que la famille royale et la classe dominante (le Makhzen) continuent de vivre dans

---

<sup>5</sup> Cf. par exemple les témoignages d'Abraham Serfaty, emprisonné à Derb Moulay, ou encore de la militante Saïda Menebhi, décédée en prison en 1977 suite à de nombreuses tortures et des grèves de la faim organisées pour dénoncer les conditions de détentions des prisonniers politiques.

l'opulence, profitant de la corruption et de leur position de valets de l'impérialisme.

Cette situation économique et sociale enflamme régulièrement le Maroc, qui connaît de nombreux soulèvements populaires face à la pauvreté. Les révoltes populaires des années 80 sont représentatives de ces mouvements. En 1981, les prix des denrées alimentaires de première nécessité augmentent considérablement (de 40% pour la farine et le sucre, 28% pour l'huile, 76% pour le beurre). Cette situation est à l'origine des émeutes de la faim qui éclatent notamment dans les grandes villes (Rabat, Casablanca, Marrakech, Tanger...). En réponse à ces manifestations, la monarchie déclenche une répression sanglante. A Casablanca, la répression fait entre 600 et 700 victimes et plus de 7000 arrestations. Quelques années plus tard, les révoltes contre la vie chère de 1984, qui se déclarent au Maroc mais aussi en Tunisie, font plusieurs centaines de morts dans les villes marocaines. La répression conduit également à l'emprisonnement de nombreux manifestants (1600 condamnations) suivi de grèves de la faim de plusieurs prisonniers politiques.



*e Maroc de la résistance populaire*

En 1990, une grève générale est déclenchée. A Fès, le mouvement étudiant dirigé par les militants de

l'UNEM est attaqué par la police et de nombreux étudiants sont arrêtés et emprisonnés. Dans les rues de Fès l'armée n'hésite pas à tirer sur la foule, entraînant plusieurs centaines de morts et de nombreux blessés.

Les révoltes populaires des années 80 ont un écho quelques années plus tard, notamment en 2008 et plus récemment, lors des émeutes de la faim qui se développent dans plusieurs pays dont le Maroc suite à une hausse démesurée des prix des denrées alimentaires et de première nécessité.

#### e) La question du Sahara occidental.

Ancienne colonie espagnole au sud du Maroc, le Sahara occidental est une région très convoitée par les puissances impérialistes et dont la question de l'annexion avec le Maroc soulève encore aujourd'hui des débats mais aussi des conflits.

Si la région du Sahara occidental intéresse les puissances impérialistes au rang desquelles on trouve notamment les Etats-Unis et la France, c'est à la fois pour les minerais précieux qui composent son sous-sol (phosphate, fer, titane, manganèse, mais aussi uranium, titane et vanadium) mais aussi pour sa position politiquement stratégique, qui fait le trait d'union entre le Maghreb et l'Afrique Sub-saharienne. Colonisé par l'Espagne en 1888, le Sahara occidental est, après le retrait des troupes espagnoles en 1975, l'objet d'une négociation entre la France et les Etats-Unis pour le partage des influences dans cette région. La garantie des intérêts impérialistes dans cette région est confiée à la monarchie marocaine, qui occupe militairement le Sahara occidental depuis 1975. Dans la perspective de marquer la souveraineté

marocaine sur ce territoire, Hassan II organise en 1976 la Marche Verte, l'objectif étant de mobiliser la population marocaine pour la constitution du « Grand Maroc ».

Au-delà du coût financier exorbitant de ces opérations militaires, au mépris de la pauvreté de la population marocaine, c'est la question du droit à l'indépendance de la population sahraouie qui est niée. Une partie de la population du Sahara occidental réclame en effet l'indépendance et lutte contre les incursions impérialistes dans la région. Le Front Polisario (Front pour la libération du Sahara occidental), fondé en 1973, lutte pour l'indépendance du Sahara occidental. En 1975, les sahraouis déclarent leur Etat indépendant et fondent la République Arabe Sahraoui Démocratique. Reconnue à l'époque par une cinquantaine de pays dominés, cette décision débouche sur une guerre avec le Maroc, qui ne prend fin qu'avec le cessez-le-feu imposé par l'ONU en 1991, et qui ne règle en rien le sort du Sahara occidental.

En effet, le peuple sahraoui n'a jamais été consulté pour décider de son droit à l'indépendance, et continue d'être soumis aux vues des intérêts impérialistes et des multinationales installées dans la région. Loin de servir la cause des peuples marocain et sahraoui, le conflit entre la monarchie marocaine et le Sahara occidental ne sert que les intérêts des puissances impérialistes, au détriment de l'unité du Maghreb.

f) Luttes populaires des dernières années.

Le 23 juillet 1999, la mort d'Hassan II semble mettre fin à une période sombre de l'histoire du Maroc. Son fils Mohammed

VI, en montant sur le trône, promettait plus de démocratie au Maroc, et, sous cette apparente souplesse, de meilleures conditions de vie pour les marocains.

Les puissances impérialistes avec en tête de proue la France, ne manquent d'ailleurs pas de souligner les efforts de la monarchie marocaine en faveur des droits de l'Homme.

Cependant, loin d'être en conformité avec cette image, le roi Mohammed VI mène la même politique répressive et soumise à la domination européenne et états-unienne que son père. La précarité sociale et la pauvreté de la condition de vie de la majorité de la population marocaine entraîne la continuité des soulèvements populaires ces dernières années.



La supercherie : un roi multimilliardaire accapareur, présenté partout comme le « roi des pauvres »

Malgré la répression de la monarchie marocaine à l'encontre de ces révoltes et des organisations politiques contestataires, et en dépit de silence de la communauté internationale autour de ces événements et de la situation politico-sociale dans ce pays, le peuple marocain se soulève pourtant contre l'oppression.

Ces dernières années, de nombreux soulèvements ont eu lieu au Maroc, comme à Sidi Ifni, ville frontalière avec le Sahara occidental, en 2006 et 2008. Cette même année, les émeutes caractérisées comme des « émeutes de la faim » sévissent

dans plusieurs villes au Maroc et ailleurs et entraînent une répression sévère.



A la fin de l'année 2010 et au début de l'année 2011, le Maghreb s'enflamme. Les révoltes populaires conduisent au renversement des dictateurs Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Egypte. Dans tous les pays de la région, des soulèvements se produisent et inquiètent les despotes tout comme les puissances impérialistes inquiètent pour la sauvegarde de leurs intérêts. Au Maroc, suite à des manifestations dans de nombreuses villes et face à l'ampleur du soulèvement, est créé le Mouvement du 20 Février, qui organise la contestation.

Sous couvert de la promesse d'avancées démocratiques et de réformes politiques visant à améliorer le sort du peuple marocain, le roi Mohammed VI organise l'étouffement de la contestation et la répression des manifestants. Pourtant les militants du Mouvement du 20 Février poursuivent leur combat pour le renversement du régime despotique marocain et contre l'impérialisme.

## **LE MAROC, UN PAYS SEMI-COLONIAL, SEMI-FEODAL**

### **a. Situation sociale : les damnés de la terre**

Au Maroc un habitant sur cinq est sans travail et vit sous le seuil de pauvreté. 26% des enfants qui travaillent ont moins de dix ans. Les tapis « faits mains » si prisés en Europe proviennent de leur exploitation. Les magazines patronaux de la presse économique présente complaisamment le Maroc comme un pays émergent promis à une intégration heureuse dans la mondialisation ; il est toutefois classé 120<sup>ème</sup> au classement de l'IDH (Indicateur du développement humain). Il compte toujours 50% d'analphabètes et 25% de la population urbaine vit dans des bidonvilles. Les salaires sont bas, les ouvriers des ateliers de couture, des tanneries, de la céramique gagnent en moyenne 70 dirhams par jour (7 euros/jour). Les ouvriers gagnent 2000 dirhams par mois (200 euros/mois) en moyenne.



*Le Maroc des bidonvilles, envers du décor touristique...*



*...et le Maroc des palais, réservé à une élite parasitaire*

Le peuple marocain compte plus de 30 millions d'âmes. C'est un peuple très divers mais qui en majorité subit les affres de la misère, concentré dans les zones non-touristiques des grandes villes ou dans les innombrables douars (villages) de l'ancien *bled siba*. Le peuple des bidonvilles par exemple, chassé des campagnes, est venu, à bout d'espoir, s'entasser dans des banlieues sans nom. L'indépendance formelle de 1956 c'était aussi la promesse de la récupération et de la redistribution par une réforme agraire des terres colonisées par les Français. La famille royale s'est attribué froidement la meilleure part, devenant première propriétaire terrienne du pays. Même les terres qu'utilisaient les tribus pour leurs troupeaux, et dont l'accaparement par les colons français avait constitué l'un des scandales du protectorat, ne furent pas restituées à leurs légitimes propriétaires. La construction de « grands barrages » a abouti à la ruine des petits paysans privés d'eau et contraints à l'exode rural. La bourgeoisie rurale, en réalité des grands féodaux, s'est répartie le reste du butin (5% des propriétaires détiennent 70% des terres les plus riches). Les marocains parlent à leur égard de « nouveaux colons » qui comme le disait Fanon « reproduisent le même mépris des masses populaires, le népotisme et l'élitisme » que les anciens maîtres coloniaux. Trouvant difficilement de quoi combler leurs besoins élémentaires, Ouvriers, petits employés, artisans et enseignants vivent une sorte de récession permanente.

La misère et la pénurie de tous côtoient le luxe sans complexe d'une grande bourgeoisie parasitaire, intimement liée au trône, qui fuit les investissements productifs d'emplois et se concentre dans l'import-

export, la spéculation immobilière et la cogestion des filiales de sociétés étrangères. La corruption est partout, l'exemple vient d'en haut, le palais et la grande bourgeoisie vit de ce racket institué de dessous de table et des marchés frauduleux. Les minerais marocains par exemple sont vendus en dessous de leur teneur réelle, la différence de prix allant sur les comptes suisses numérotés ou dans les paradis fiscaux.



*La surexploitation minière: moins d'1euro (10 dh) la journée (photo prise dans une mine de plomb en 2010.)*

De l'autre côté de ce miroir, les marocains sont poussés à s'exiler. Les jeunes et les enfants s'enfuient par bateaux, conteneurs, camions en direction de Gibraltar. Il y a 10 ans une enquête révélait que 72% des marocains désiraient émigrer, parmi les jeunes de 21 à 29 ans ils étaient 89%. Combien sont-ils aujourd'hui ?

**b. Un pays victime de l'impérialisme français et international**

Le capitalisme étranger a gardé toutes ses positions. La vague de privatisations des années 1990 sous la houlette du FMI et de la Banque Mondiale a attiré nombre de multinationales. 35% de l'entreprise Maroc Telecom appartient à Vivendi, Axa a racheté des sociétés, tout comme Danone ou Coca Cola dans leurs domaines respectifs.

La France impérialiste est le premier investisseur et le premier créancier du Maroc. Sa part globale a tendance à se réduire au vu de la concurrence acharnée avec d'autres centres impérialistes comme l'Espagne, les Etats-Unis et la Chine. Ainsi, la part française est passée de 30% des échanges en 2000 à 18% en 2011. On apprend sur les sites officiels de la diplomatie française que 40% des touristes sont français, ainsi que 51% des investissements étrangers, 750 sociétés françaises sont installées dans le royaume employant 800 000 personnes (Total, Vivendi, Suez, EDF, Renault-Nissan, Saint Gobain, Veolia, Casino, Alstom, Bouygues, les banques, EADS, Vinci). L'économie marocaine est aux mains des impérialistes, par exemple, le marché du phosphate est surdéveloppé et profite aux intérêts impérialistes et de ceux de la couche affairiste comprador. (Fraction de la bourgeoisie des pays dominés qui collaborent avec les impérialistes et qui à

intérêt au maintien de leur domination).



*Visite de Sarkozy fin septembre 2011, il est venu vendre le TGV, un projet coûteux et inutile pour le peuple, en compensation des achats de F16 américains par l'armée marocaine.*

La fin du colonialisme direct a bien représenté la fin d'une domination sous sa forme la plus exécrable. La situation actuelle du Maroc découle d'une donnée originelle que l'on a trop tendance à perdre de vue : le fait néo-colonial.

Les luttes longues et héroïques de la décolonisation ont détruit le protectorat et l'asservissement direct. Elles ont créé une fierté légitime et un sentiment national fort. A ce titre et face aux falsifications actuelles, liées aux campagnes de réhabilitation du colonialisme, il faut rappeler que la colonisation européenne a été une véritable catastrophe historique.

Au sortir de la colonisation, il y avait au Maroc un seul licencié marocain en sciences exactes (c'était d'ailleurs Mehdi Ben Barka). Au Congo belge, seuls 9 congolais avaient effectué des études supérieures.

Après 30 ans de régime d'Hassan II et de Mobutu, deux dirigeants des régimes les plus ignobles qu'ait connu l'Afrique, ces chiffres se comptent par centaines de milliers. Pour autant le Maroc reste tributaire de la France. Il est un de ces

gardes-frontières (cf. le massacre des migrants aux portes de Ceuta et Melilla).



*Le mur de Ceuta et Melilla : la guerre menée aux migrants et réfugiés aboutit aux morts de septembre 2005 tués par les polices espagnole et marocaine, les survivants seront jetés en plein désert.*

La bourgeoisie française investit dans de nombreux secteurs et se prélassait dans ses *ryads* et autres lieux de villégiatures. De son côté, en remerciements de ses prestations présentes et passées, la France se met au service du roi pour de hautes et basses œuvres. Ainsi la déroute du colonialisme français n'est pas totale et le peuple est maté par d'autres moyens : une monarchie constitutionnelle sur le papier, absolue dans la pratique. Cette féodalité habillée par des institutions théocratiques, le protectorat l'avait déjà gardée intacte. Hier ou aujourd'hui, elle est encensée par ses véritables maîtres qui vantent sa modération. De Washington à Paris, les gouvernements vantent la stabilité et la démocratisation du régime. Une stabilité qui repose sur une machine policière et militaire chargée de mater les classes populaires lorsque se referment les sas de l'immigration.

### c. Monarchie et Makhzen : les ennemis du peuple marocain

Le règne de terreur d'Hassan II a pris fin le 23 juillet 1999. Le jeune roi Mohamed VI a fait régner un vent d'espoir avec la réhabilitation d'anciens détenus, la remise en cause d'excès répressifs (sans toutefois condamner les responsables) et des déclarations anti-corruption.

*« Il faut être aveugle, affirmait, par exemple, l'écrivain Abdellatif Laâbi, pour ne pas percevoir que les Marocains ont relevé la tête, gagné en liberté à l'intérieur d'eux-mêmes et commencé à rejeter les chaînes de la peur et du fatalisme. Alors que les conditions matérielles des plus démunis restent inchangées et que l'enfer du quotidien, donc du présent, broie leur vie, ils sentent que l'avenir redevient possible. »* Désormais on allait plus parler de corps d'opposants dissous dans de l'acide ou de disparus enlevés par des escadrons de la mort. Les employés municipaux ne lavaient plus le sang des martyrs sur les places publiques.

10 ans après nous pouvons dire que cet assouplissement apparent a relevé du leurre. Les arrestations politiques continuent, l'armée quadrille le territoire et s'installe même dans les campus. Sur les 100 premières fortunes 50 appartiennent à des militaires et des gradés de la gendarmerie. Les structures de l'oppression sont toujours en place. Certes, le toilettage du régime a servi à une ouverture : l'ouverture aux capitaux. Le capitalisme bureaucratique a du s'adapter aux nouvelles exigences du capitalisme mondial : une corruption trop diffuse ralentit les investissements et l'accumulation du capital. Les réformes ont servi à restructurer et à renforcer une certaine division de travail qui fait du Maroc un pays semi-colonial. Du point de vue des

dominants, un dirigeant français avait déjà dit l'essentiel: « *Le régime est stable, il peut y avoir des émeutes locales en raison des pénuries, ici ou là, Et des morts mais le régime tiendra. Tout le monde, en définitive est attaché à la monarchie* »<sup>6</sup>. Il fallait simplement redorer son image. Mohamed VI est le garant de l'ordre social établi, des traditions et de la domination impérialiste sur le pays.

Dans la toute nouvelle Constitution (adoptée par référendum le 1<sup>er</sup> juillet 2011) comme dans l'ancienne de 1996, le roi est le chef d'Etat, le chef religieux (s'attribuant par hérédité le statut de « commandant des croyants ») et le chef des armées du Maroc. Lorsque le roi fait un discours, sa parole est « sacrée », nul n'a le droit d'intervenir, encore moins de contredire. Le Makhzen<sup>7</sup> est la structure féodale qui existe depuis l'époque du sultanat : il comprend le palais,

<sup>6</sup> Cité par I. Ramonet, le Maroc indécis, *Le Monde diplomatique*, juillet 2000

<sup>7</sup> « Du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle s'était constitué au Maroc un système du pouvoir (dit Makhzen) fondé sur l'alliance de la grande bourgeoisie mercantile des villes et de la féodalité en formation au sein des tribus soumises au pouvoir central à partir de leurs oligarchies - ce système de pouvoir avait comme ciment idéologique et politique la monarchie *gardienne de l'islam*, l'appareil idéologique proprement dit étant constitué par les oulémas relayés dans les campagnes par les chorfas et par les chefs des Zaouïa désormais soumises au pouvoir central. Cette structure de pouvoir, on le sait, ne put avoir qu'une extension territoriale limitée jusqu'à la domination coloniale du fait de la résistance armée des masses paysannes organisées dans les tribus et qui visaient à défendre les structures communautaires du passé. Un tel système, marqué dès l'origine par la nécessité de composer avec le capitalisme ascendant de l'Europe, fut, avec le passage de celui-ci au stade impérialiste, l'introduceur naturel de la pénétration coloniale jusque dans sa phase supérieure, la pénétration militaire qui aboutit au traité de Protectorat du 30 mars 1912. » in *La lutte des classes au Maroc de 1955 à 1983*.

les familles les plus riches, la gendarmerie et l'armée. Le Makhzen étouffe économiquement et terrorise les masses populaires. Des pêcheries aux phosphates tout ce beau monde s'approprie les richesses. Les généraux les plus importants du Maroc, le chef de la gendarmerie nationale et le patron des services secrets de l'armée sont les propriétaires des grandes pêcheries, comme la société *Kaben Pêche*. Ils veillent sur la sécurité et sur les poissons...

Se plier à la suprématie du roi et du *Makhzen* est une obligation pour les « sujets » marocains. Dans la nouvelle Constitution, présentée dans les médias et les salons parisiens comme un modèle de démocratie (elle a en partie été rédigée par des parlementaires français !) il est formellement interdit de penser et de défendre un autre système politique que celui de la monarchie alaouite. Si, d'une part, la constitution décrit le Maroc comme « *une monarchie constitutionnelle, démocratique, parlementaire et sociale* », l'article 64 interdit la revendication d'un régime autre que monarchique. Ainsi, aucun député ne peut être poursuivi ou arrêté pour ses opinions politiques, « *hormis le cas où l'opinion exprimée met en cause la forme monarchique de l'Etat, la religion musulmane ou constitue une atteinte au respect dû au Roi.* »



En 1971, peu de temps après une tentative avortée de renversement par un coup d'Etat militaire, Hassan II, père de l'actuel roi Mohamed VI, résumera dans une fameuse interview sa conception du pouvoir « *Dieu m'a placé sur le Trône pour sauvegarder la monarchie. Pour cette sauvegarde, le rite malékite prévoit qu'il ne faut pas hésiter, le cas échéant, à faire périr le tiers de la population habitée par des idées néfastes, pour préserver le tiers de la population saine* ». Sous les formes adoucies actuelles, la loi intangible du régime reste la même : le pouvoir royal est sacré, toute remise en cause est sacrilège.

Cette dynastie héréditaire tricentenaire a une histoire singulière (voir encadré). Elle a été autrefois sauvée et rétablie par le colonialisme français sous la résidence du maréchal Lyautey.

Une monarchie féodale qui fut jusqu'au sortir de la seconde guerre mondiale au service des colonialistes. Mais dans l'histoire mouvementée du Maroc moderne, elle s'imposa par la suite contre toute attente, comme *symbole d'unité nationale* dans la lutte pour l'Indépendance. En effet, le refus par le peuple marocain de la destitution du sultan Mohamed V en 1953 et la montée en puissance du mouvement nationaliste vont se conjuguer et aboutir à l'Indépendance de 1956 concomitante au renouveau de la monarchie. Une Indépendance toute formelle, mais une monarchie bien réelle qui va démanteler, acheter ou soumettre les leaders du mouvement nationaliste bourgeois pour finalement imposer un ordre néo-colonial sans fard, hostile à toutes les luttes d'émancipation et fidèle allié du bloc occidental durant la guerre froide. Dès les années 1950, son despotisme a su s'habiller des apparences du libéralisme et du multipartisme d'opérette.

Mais les disparités sociales gigantesques sont des matériaux explosifs. Elles sont à l'origine des soulèvements populaires réguliers. Les damnés du royaume montent alors à l'assaut des citadelles qui les emprisonnent. Des émeutes de Casablanca en 1965 au mouvement du 20 février 2011 en passant par les grandes révoltes « de la faim » de 1984 et les innombrables villes soulevées comme Sidi Ifni en 2008 le peuple n'abdique pas dans sa soif de justice. Les vagues de répression s'abattent inlassablement car il s'agit non pas seulement de punir impitoyablement quelques opposants résolus mais d'imprimer un sentiment de terreur pour tout un peuple. La terreur pour les villages du Rif flambés au Napalm par Oufkir dans les années 1960, pour les suppliciés des bagnes et des salles de torture dans les années 1970 et 1980, pour le calvaire des sahraouis toujours massacrés comme en 2010 aux abords de Laayoune, au nom d'un nationalisme factice. Seules les fosses communes et les géoles inhumaines savent l'ampleur d'une répression érigée en système. Les codes juridiques, les conventions, les traités internationaux sur les droits de l'homme s'abolissent devant l'arbitraire du pouvoir. Comme disent les damnés de la terre haïtiens : « la constitution c'est du papier, la baïonnette c'est du fer ».

Lorsque le despotisme a été révélé dans toute sa nudité, il faut sauver les apparences. Après les massacres, pour rafraîchir sa façade démocratique, le vieux pouvoir alaouïte aime à prendre la pose du libéral massacré. Il concède un énième aménagement constitutionnel insignifiant et octroie quelques aides économiques que les masses populaires sont priées de recevoir comme un bienfait royal miraculeux.

L'image de « roi des pauvres » dont a voulu s'affubler Mohamed VI est une véritable mascarade. Le budget de l'Etat alloué à la monarchie est de 300 millions d'euros, c'est un budget supérieur à celui de la Justice. Surtout, la fortune du trône est immense tant la famille royale s'est accaparé au sens littéral le Maroc, son sol, son sous-sol et la plupart de ses marchés. La fusion SNI-ONA (Ominium Nord Africain) en fait la première propriétaire des mines comme de l'industrie, des télécommunications, de l'agroalimentaire. Le roi possède des banques comme Attijariwaffa Bank, les chaînes de supermarché Marjane, de l'immobilier (Adoha) et il reste le premier propriétaire terrien. La liste de ses placements à l'étranger est trop longue pour être citée ici.

Finalement, quels sont les trois montagnes qui écrasent le peuple marocain ? Quels sont les trois chaînes qui attachent le Maroc au système capitaliste mondial ?

-Le régime semi-colonial semi-féodal du Maroc

-La défense des intérêts capitalistes français et impérialistes

-L'alliance militaire avec les Etats-Unis depuis la guerre froide, renforcée par la collaboration « anti-terroriste »

Renverser ces trois montagnes, briser ces trois chaînes, c'est la tâche de toute révolution démocratique authentique au Maroc, c'est la tâche de la *révolution de nouvelle démocratie*

### **Comment une monarchie servante du colonialisme français a-t-elle sauvé sa peau ?**

« Ce fut la guerre d'occupation, menée sans désemparer de 1907 à 1934 par les armées coloniales françaises et espagnoles contre les tribus insurgées, qui brisa la structure séculaire d'auto-défense des masses rurales marocaines pour généraliser l'oppression féodalo-makhézienne, relais elle-même de l'exploitation coloniale. Mais la puissance coloniale, sous la poussée des intérêts immédiats du capitalisme français, commit à partir des années vingt la faute stratégique de rompre l'alliance initiale avec l'aile urbaine des anciennes classes dominantes makhéziennes, la grande bourgeoisie mercantile, tout en s'appuyant à fond sur l'aile rurale des féodaux et caïds. Cette rupture du système d'équilibre séculaire entre les classes dominantes marocaines et la montée du mouvement politique de résistance dans les villes à partir des années trente, conduisit la monarchie, à partir de 1943, à se rallier au mouvement national marocain conduit par la bourgeoisie nationale, à laquelle se joignait alors la grande bourgeoisie. Mais ce fut l'entrée en scène de la classe ouvrière, à partir de 1945, appuyée par les couches les plus radicales de la petite bourgeoisie urbaine, qui donna toute son ampleur et sa radicalité au mouvement national, renforcé par les premières formes d'une nouvelle résistance politique des campagnes et conduisit à l'essor de la résistance armée à partir de 1953. Lorsque, en 1955, cet essor prit dans les campagnes une force que l'armée coloniale ne parvenait plus à contrôler, ce fut le glas du Protectorat. L'impérialisme français n'eut plus d'issue, pour sauvegarder encore l'essentiel des rapports de domination qu'il avait forgés pendant trois quarts de siècle, que de retourner aux alliances de la période précoloniale, au prix des concessions nécessaires à la grande

bourgeoisie marocaine. Et cette issue était pour lui d'autant plus urgente, qu'il lui fallait concentrer ses forces contre le peuple algérien. Telle fut l'essence du compromis préalablement esquissé à Aix-les-Bains, en août 1955. Mais l'entrée en scène de l'Armée de libération dans le Rif, en octobre, obligea les gouvernants français à aller jusqu'au bout du compromis, c'est-à-dire à traiter avec le monarque lui-même, qu'ils avaient voulu chasser deux ans auparavant. La féodalité, quant à elle, n'avait plus d'autre choix que de se rallier à ce compromis pour sauver ce qui pouvait l'être encore de sa domination antérieure dans les campagnes. Le ralliement du pacha El Glaoui à Mohammed V, le pardon accordé à celui-ci par celui-là, l'accord de la Celle- Saint-Cloud du 6 novembre 1955 sur *l'indépendance dans l'interdépendance* scellèrent ce compromis. » (Extrait de *La lutte des classes au Maroc de 1955 à 1983*, Abraham Serfaty) »



## **SOUTENONS LES PRISONNIERS MAROCAINS DE LA VOIE DEMOCRATIQUE BASISTE**

Depuis 2008, des luttes intenses sont menées au Maroc pour obtenir la libération des prisonniers de la Voie Démocratique Basiste et d'autres détenus politiques. Ils font partie avec des syndicalistes ouvriers, des chômeurs insurgés (Ifni) et des détenus sahraouis de tous ces « ennemis intérieurs » réprimés par le régime réactionnaire marocain. Leur courage, leur détermination, leur sacrifice au service des intérêts du peuple a permis à leur lutte de dépasser les frontières du Maroc malgré le *blackout* médiatique. Cette lutte résonne à travers le monde, elle sert d'exemple pour tous ceux qui se dressent contre l'ordre

injuste des brigands capitalistes, des féodaux, des tortionnaires.

La Voie démocratique basiste (VDB) est un courant révolutionnaire né au sein de l'UNEM (Union Nationale des Etudiants du Maroc), c'est un héritier du « front uni des étudiants progressistes » qui existait dans les années 1970. Son idéologie se base sur le marxisme-léninisme-maoïsme. Les militants de VDB ont été emprisonnés car ils mènent la lutte pour une éducation gratuite pour les fils et filles du peuple, contre la « charte nationale de l'éducation », contre la privatisation et la militarisation des universités ; ils défendent

les droits des masses populaires dont les étudiants font majoritairement partie, ils défendent la solidarité internationaliste, notamment avec la Palestine occupée et avec les guerres populaires. Ils sont enfermés ou ont connu la prison car ils sont communistes.

D'autres ont été tués. Comment ne pas évoquer le martyr Abdelrazak El Agadiri, membre de l'UNEM et de VDB, assassiné le 28 décembre 2008, lors de la manifestation de soutien au peuple de Gaza ? Le régime avait d'ailleurs tenté de cacher sa dépouille en le sortant en catimini de l'hôpital Ibn Tufayl. Pourtant, son combat vit toujours.

La lutte pour la libération du groupe Zahra Boudkour (emprisonnée depuis la 15 mai 2008) puis pour la camarade Ilham Hasnaoui (raptée à son domicile le 12 octobre 2010) n'a pas encore totalement aboutie malgré la libération de ces deux figures révolutionnaires et de certains de leurs camarades. Ilham Hasnoui a succédé à Zahra Boudkour comme plus jeune prisonnière politique du Maroc, c'est une étudiante de l'Université de Marrakech, âgée de 21 ans, militante communiste et syndicaliste de l'Union Nationale des Etudiants Marocains (l'UNEM). Détenue durant plus de dix mois sans jugement, elle a été arrêtée sans mandat ni convocation préalable et torturée début octobre 2010 pour des faits qui remontent aux manifestations dans la cité universitaire en 2008. Des événements similaires eurent lieu à Fès en mars 2009. Les affrontements des étudiants avec la police aboutirent alors à plusieurs vagues d'arrestations. Les militants sont poursuivis pour : destruction de biens de l'état, participation à un rassemblement non-autorisé, humiliation d'un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, utilisation

de la force et même participation à un groupement armé.

En novembre 2011, il reste trois détenus révolutionnaires basistes qui croupissent en prison:

**Mourad Achouini**, arrêté le 15 mai 2008, condamné à 4 ans de prison

**Youssef Elhamdiya**, arrêté le 10 octobre 2010, condamné à un an et demi ferme

**Abdelhak Talhaoui**, arrêté le 23 février 2011, condamné à 4 ans de prison ferme en première instance, condamnation ramenée à 10 mois de prison ferme devant la cour d'appel en octobre 2011.

Pour le régime la détention sert à briser les volontés des syndicalistes et des militants politiques. Mais le mouvement de solidarité et l'accentuation des luttes de classe au Maroc ont transformé les prisons en tranchées de combat. Finalement la revendication de la libération des prisonniers s'est élargie à tout le mouvement populaire, elle est située en bonne place sur la plateforme du « mouvement du 20 février ». Le Maroc est, à l'instar de l'Amérique du Sud ou de l'entité sioniste, un centre historique de torture, de persécution et d'élimination des opposants. Il garde ce sinistre privilège. Marx disait que quand la bourgeoisie, future la plus démocratique, est menacée, elle foule aux pieds sa propre légalité. Kidnappings, exécutions extrajudiciaires, meurtres de militants maquillés sont aussi des armes de terreur utilisées dans tous les régimes qui garantissent l'ordre impérialiste. Les centres impérialistes sont les donneurs d'ordre quand ils ne sont pas directement les agents de la torture comme dans les centres cachés de la CIA. La lutte pour la libération des prisonniers politiques est donc une question de classe, c'est une

lutte internationaliste qui concerne tous ceux qui luttent pour l'émancipation des opprimés.

Nous donnons la parole aux révolutionnaires marocains emprisonnés en reproduisant une partie de leurs communiqués et de leurs interviews.

**Maroc : Lourdes peines contre les étudiants communistes (Communiqué de Secours rouge, 4 janvier 2009)**



En mai 2008, une vingtaine d'étudiants de Marrakech consomment un jus de fruit périmé et, sérieusement intoxiqués, doivent être hospitalisés. L'établissement de soins réclame 1.000 dirhams - une petite centaine d'euros - à chaque étudiant, une somme trop élevée pour ces jeunes issus de familles modestes. Une marche de 3.000 étudiants démarre alors le 14 mai. Les CMI (Compagnies Mobiles d'Intervention) s'en donnent à coeur joie et tapent sur tout ce qui bouge. Abdelkader Bahi, étudiant en droit, tombe du quatrième étage d'un bâtiment de la cité universitaire et se trouve aujourd'hui dans un fauteuil roulant, la colonne vertébrale brisée.

Arrêtée avec 18 autres étudiants de l'Université Cadi Ayad, Zahra Boudkour (photo) est rouée de coups, torturée et violentée pendant cinq jours, dans un poste de police proche de la Jamaa el Fna (une place touristique de Marrakech). Durant les six premiers mois, rien ne lui a été épargné : insultes des gardiennes, menaces de codétenues manipulées par la direction, examens ratés, humiliations diverses. Militante communiste, comme ses camarades, Zahra se bat pour une université gratuite. Ses idées irritent profondément les autorités, à commencer par un certain Ahmed Taoual, adjoint du préfet de police de Marrakech, qui a couvert toutes ces brutalités et proféré des menaces de mort à l'égard des étudiants.

Après plus de onze mois de détention des camarades communistes du mouvement étudiant à Marrakech, couramment connu sous le nom de 'groupe de Zahra' (du nom de la militante Zahra Boudkour), la première chambre de la cour d'appel à Marrakech a prononcé de lourdes peines :

Mourad Chouini : 4 ans de prison ferme et 60.000 DH d'amende (ce qui équivaut à 5.354 euros) ; Zahra Boudkour, Mohamed Jamili, Mohamed Larbi Jeddi, Otman Chouini, Youssef Machdoufi, Youssef El Alaoui, Jalal El Qotbi, Aalae Edderbali, Abdalla Errachdi, Khalid Meftah : 2 ans de prison ferme.

## **ZAHRA BOUDKOUR, UN COMBAT EXEMPLAIRE**



*Nous reproduisons ci-dessous un interview de juillet 2009 de la militante marocaine maoïste Zahra Boudkour paru sur le site Maroc Infos. Elle est le symbole d'une jeunesse marocaine qui lutte contre le régime réactionnaire de Mohamed VI, à l'instar de Ilham Alhasnoui.*

**Le jeudi 9 juillet 2009, vous avez été condamnée à 2 ans de prison ferme par le tribunal de Marrakech. Vous attendiez-vous à un tel verdict ?**

(Long silence) J'ai pris deux ans de prison avec neuf autres étudiants. Un étudiant a écopé de quatre ans. Nous étions tous préparés à une telle sentence. Nous étions même prêts à subir bien pire que la prison. La prison, ce n'est qu'un petit lieu de détention.

**Vous n'avez donc pas été déçue après le procès ?**

Nous étions préparés psychologiquement. Le temps nous donnera raison car la vérité finit toujours par triompher. En attendant, je reste en prison encore quatre à six mois en attendant le procès en appel.

**Que s'est-il passé au tribunal en ce «jeudi noir» ?**

Rien de spécial. Nous sommes restés fidèles à nos déclarations habituelles devant le juge. Nous avons déclaré que toutes les accusations intentées à notre encontre étaient infondées.

**De quoi étiez-vous accusés exactement ?**

De tentative d'homicide et d'avoir mis le feu dans la rue. Les gens qui nous ont collé ce procès sont bien connus. Le policier qui a été blessé pendant les manifestations n'a même pas été capable de désigner la personne qui l'a agressé. Le pire, c'est qu'au moment où il a été brutalisé, nous étions déjà au commissariat !

**Qu'avez-vous déclaré pendant le procès ?**

Juste avant l'énoncé du verdict, le juge nous a donné l'occasion de nous exprimer une dernière fois. Nous assumons nos actes jusqu'au bout, quel que soit le jugement.

**Quels sont les problèmes que vous rencontrez actuellement dans la prison civile de Boulmharez ?**

Il n'y a même pas un endroit où on peut se rendre pour consulter un médecin. Le médecin vient nous voir une seule fois par semaine. Même si quelqu'un est malade pendant la semaine, il doit attendre le

vendredi. Et nous devons patienter jusqu'au lundi pour recevoir les médicaments. Peu importe qu'on attende, on peut mourir à petit feu...

**Le médecin est donc inefficace...**

Ce mois-ci, le médecin nous a rendu une seule visite. Chaque fois que je prends un traitement, cela ne me fait aucun effet. J'explique pourtant au médecin que je souffre de plusieurs maux...Je ne sais même pas quelles sont vraiment mes maladies et le médecin est incapable de me le dire !

**Lorsqu'il y a urgence médicale, que se passe-t-il ?**

On peut toujours attendre...des heures et des heures...

**De quels symptômes souffrez-vous ?**

J'ai un mal de crâne récurrent, qui s'accroît lorsque je me lave la tête depuis qu'on m'a frappée avec une barre fer au commissariat de Jemaâ El Fna. J'ai également d'étranges douleurs au ventre et dans certaines parties de mon corps....

**Décrivez-nous le cadre dans lequel vous vivez depuis mai 2008...**

Il est exécrable. Nous sommes trop nombreux dans un petit espace envahi par les cafards. Nous sommes une cinquantaine dans un lieu qui ne prendrait normalement pas plus de vingt personnes. Beaucoup de femmes sont très malades, elles souffrent des poumons et crachent du sang. Même les enfants sont dans un très sale état, ils ont des cafards sur le visage....

**Quelles sont les conditions d'hygiène ?**

On se douche à l'eau froide une seule fois par semaine. Nous sommes une

cinquantaine de personnes à nous partager un seul sanitaire....

**Où dormez-vous ?**

Dans de pitoyables conditions. Il y a des détenues qui sont un peu mieux loties que d'autres. Mais nous dormons toutes sur de vieilles guenilles.

**Et que mangez-vous ?**

De la nourriture pitoyable. En été, on mange des lentilles, des haricots, des fèves,... (silence) des carottes, des pommes de terre...c'est-à-dire tout ce qui est fait avec beaucoup d'eau.

**Est-ce qu'on vous maltraite en prison ?**

(Silence) Non, non. On ne nous frappe pas...

**Vous gardez le sourire, malgré ce qui vous arrive...**

Je ne vais pas m'apitoyer sur mon sort, alors autant garder le sourire. Que voulez-vous que je fasse ?

**Est-ce que vous recevez des visites de votre famille ?**

Une fois par semaine. Et seulement une dizaine de minutes au maximum dans un vacarme total. Les responsables font parfois attendre nos familles pendant des heures car les visites des hommes, qui sont 6 000, passent avant celles des femmes....

**Rappelez-nous ce que vous avez subi le 15 mai 2008 au commissariat de Jemaâ El Fna ?**

On nous a menotté les mains et les pieds. On nous a également bandé les yeux. C'est à partir de là que nous avons été torturés durant cinq jours en continu. On a reçu des

coups partout sur le corps. J'ai reçu une barre de fer sur la tête et j'ai eu un œil touché. Je ne pouvais même pas aller aux toilettes. On m'a même déshabillée....

**Si vous saviez que tout cela allait arriver et que vous alliez écoper de deux ans de prison, auriez-vous agi de la même manière ?**

Pour être militante, il faut persévérer. Nous savions déjà tout ce nous allions endurer. Rien n'est gratuit. Il s'agit d'abord d'un sacrifice individuel. Je ne m'attendais pas à ce que la justice nous offre des fleurs ou nous déroule un tapis rouge. Bien au contraire. Tout ce que nous pourrions subir ne changera jamais nos convictions et je ne regrette rien.

**Vous êtes donc prête à tout pour le militantisme ?**

Je suis prête à donner deux ans de ma vie en prison pour que les choses changent au Maroc. Je peux même donner quatre ans, dix ans ou toute ma vie pour que les conditions du peuple marocain s'améliorent.



*Samedi 15 mai, l'étudiante communiste marocaine Zahra Boudkour a été libérée après deux années de prison, d'abord à Marrakech, ensuite à Bengrir. Elle a été*

**Les rumeurs selon lesquelles vous auriez demandé une grâce royale sont donc fausses ?**

Evidemment. Je ne vois pas pourquoi je vais demander une grâce royale puisque je suis innocente.

**Savez-vous que vous êtes devenue un symbole pour les défenseurs des droits de l'homme au Maroc ?**

Il n'y a aucune amélioration dans le domaine des droits de l'homme au Maroc. Les noms des principaux boucs-émissaires ont peut-être changé, mais la justice est toujours la même. On peut comparer le commissariat de Jamaâ El Fna à Tazmamart ou Guantanamo !

**De quoi sera fait votre avenir, une fois que vous sortirez de prison ? Allez-vous rester au Maroc ?**

Je ne sais pas si je resterai ici ou pas. Je ne pense pas à cela. Ce qui compte, c'est que je continuerai à me battre pour toutes les idées qui m'ont conduite en prison. Je vais finir mes études à l'université et défendre mes convictions.

*accueillie chez elle à Zagora par la population qui chantait des airs populaires et reprenait des slogans engagés.*

**UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DU MAROC (UNEM)**

UNIVERSITE QADI AYAD  
MARRAKECH (octobre 2010)

COMMUNIQUE 13

**Manif... affrontements... arrestations**

Dans le cadre de l'attaque atroce que mène le régime établi au Maroc sur les masses estudiantines au campus de

Marrakech (arrestation, enlèvement, présence de ce qu'on appelle sécurité privée) une grande manif a été organisée hier (le 18/10/2010) à la cité universitaire et dans les quartiers des environs dénonçant les procès à l'encontre des militants, réclamant la libération des détenus politiques, le renvoi des vigiles de la sécurité privée, pour lever toutes les formes de militarisation de l'université, et la réclamation du droit de logement.

Mais le régime, et comme il le fait souvent, ordonnera à sa machine répressive avec toutes ses formes, clandestine et légales d'attaquer... avant que les étudiants décident dans un débat de masse l'organisation de groupes armés pour l'affrontement, surtout que le régime établi au Maroc refusait d'amener une ambulance à une étudiante qui hurlait de mal, il s'est contenté d'envoyer ses armées... les étudiants ont répondu aux provocations de la répression en affrontant les forces de l'ordre dans les rues de Marrakech, ce qui a provoqué plusieurs blessures graves dans le rangs des étudiants et des arrestations monstrueuses dans une intervention fasciste contre les étudiants, ce qui nous rappelle la bataille du martyr Abderrazak el Guadiri.

Ces affrontements qui se sont continués tard dans la nuit dans les rues et quartiers de Marrakech où les étudiants ont confirmé que la force matérielle ne peut être défaite que par la force matérielle.

Des infos disent qu'un martyr serait tombé dans ces affrontements, ce qui a fait se mobiliser les étudiants. Aussi, les forces de la répression ont subi des dégâts considérables.

Nous appelons toutes les masses estudiantines et tous les militants du peuple marocain à une urgente mobilisation contre l'attaque atroce et monstrueuse sur le secteur de l'enseignement et le mouvement étudiant, surtout sur le site de Marrakech ...et plus de militance sur le dossier des libertés politiques et syndicales.

Nous portons au régime établi la responsabilité de ce qui peut arriver à Marrakech.

Nous jurons que nous sommes sur la voie des martyrs et des détenus, même si cela nous coûtera plus de martyrs et détenus jusqu'à l'obtention de nos droits légitimes et justes (la libération des détenus politiques, logement gratuit, la levée de la répression de l'université, la gratuité de l'enseignement...)

« la répression ne fait qu'attiser la situation » Mao

Vous avez votre façon de combattre, nous avons la nôtre



**Communiqué de solidarité du prisonnier politique Mourad Echouini (prison d'Essaouira, 12 novembre 2010)**

*Membre de la Voie Démocratique Basiste, Mourad Echouini a été condamné à 7 ans de prisons pour ses activités révolutionnaires. Depuis la prison civile d'Essaouira, il réaffirme son engagement pour lutter contre le régime réactionnaire marocain et pour le communisme. Nous*

*reproduisons ci-dessous de larges extraits de ce communiqué.*

[...]Pays dominé, se situant dans une région stratégique, le Maroc constitue une importante base impérialiste (militaire, économique et politique) qui n'a d'autres finalités que celles d'exploiter les pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient ainsi que de servir la propagande sioniste. C'est dans ce sens que le dernier Forum Economique (réuni à Marrakech) marquera, de nouveau, la soumission du régime à l'impérialisme et ne manquera pas de constituer un nouveau pas dans l'appauvrissement et l'assassinat du peuple. En effet, ce peuple qui vit déjà dans des conditions drastiques, glisse désormais dans une misère extrême suite à la hausse astronomique du prix des produits de consommation courante, l'explosion du chômage et la dégradation/suppression des services sociaux.

Pourtant, malgré l'existence de grandes potentialités révolutionnaires, l'absence d'une force politique capable d'organiser les luttes du peuple et de les structurer ainsi que de diffuser la conscience politique dans ses rangs, pèse de tout son poids. Puisqu'en définitive, sans action révolutionnaire se basant sur la théorie du Proletariat, sans organisation et sans orientation du peuple on n'avancera pas. Au contraire, on sera condamné à semer les phrases « révolutionnaires » creuses dont ne sortiront que des entités politiques opportunistes imbues de subjectivisme. A ce propos, une illustration éloquentة peut nous être fournie par la situation actuelle du Mouvement Communiste Marocain ; et ce malgré le vigoureux réveil constaté ces dernières années.

De son côté, le Mouvement Etudiant entrera en conflit ouvert avec le régime

réactionnaire. Ainsi, si les masses étudiantes ont d'ores et déjà réussi à rendre caduc plusieurs dispositions de « la Charte Etudiante », elles poursuivront leur combat contre le « Plan d'Urgence » en s'opposant vigoureusement à la privatisation de l'enseignement et aux tentatives d'éradication des fractions militantes du mouvement. Dans cette configuration, le Site de Marrakech continue, au prix de grands sacrifices des masses et des militants, de déployer une combativité exemplaire. Ce qui poussera le régime réactionnaire à se retirer du campus universitaire. Mais, il le fera sans oublier ni de puiser dans sa panoplie répressive, ni d'organiser les arrestations massives de militants. Parmi ceux-ci figurent en bonne place les militant(es) de la Voie Démocratique Basiste : la camarade Ilham Alhasnoui (déjà exclue du Master à cause de ses activités politiques et syndicales) et le camarade Youssef El Hamdia. Ainsi que le « groupe - Abdelkrim Filali » pour son implication dans la défense de la franchise universitaire.

De la prison civile d'Essaouira je salue, le poing levé, les deux camarades emprisonné(es), les autres camarades et l'ensemble des masses étudiantes du Site de Marrakech. De même, je lance un appel afin que le mouvement étudiant unifie ses rangs et se hâte de concrétiser les résolutions du colloque de Marrakech 2010. Mais surtout, qu'il se prépare aux futures confrontations avec le régime afin de faire échec à ses plans et de dénoncer les crimes exercés contre les enfants du peuple Marocain.

En conclusion, je déclare ce qui suit :

**Je réaffirme mon identité Marxiste-léniniste-maoïste**

La nécessité de se pérenniser en respectant la morale prolétarienne, en menant la lutte idéologique, en exerçant la critique et l'auto critique ; afin d'élever la qualité de l'action révolutionnaire au Maroc

Ma solidarité avec tous les peuples qui aspirent à leur libération (et en premier lieu les Peuples Palestinien et Sahraoui)

Ma solidarité avec l'ensemble des Sites Universitaires combatifs et avec tous les prisonniers du Mouvement Etudiant

Ma condamnation de tous les crimes commis par le régime réactionnaire à l'encontre du peuple Marocain

Vive la Révolution Marocaine et tous les martyrs

Vive la Guerre Populaire

Vive la révolution

## **DECLARATION D'ILHAM HASNOUNI A SA SORTIE DE PRISON A ESSAOUIRA (2010)**



**Salutations militantes à toutes et tous les camarades, ainsi qu'à tous les militants authentiques.**

Salutation de gloire et d'éternité à tous les martyrs du peuple marocain, et à leur tête au martyr de la ligne idéologique et politique marxiste-léniniste-maoïste Abdrrazak Algadiri.

Grande salutation aussi à tous nos détenus politiques, dont les camarades Mourad Achouini, Abdelhak Atalhaoui, Youssef Alhamdiya et le camarade Lkabouri et son groupe.

Salutation enfin à tous les présents, au comité organisateur de l'accueil de la camarade Ilham Alhasnoui ainsi qu'à l'Association Marocaine des Droits de l'Homme.

Nous savons tous que la question de la détention politique est une question de classe liée à celle du système de l'Etat de classe. En finir avec la détention signifie en finir avec les conditions qui la produisent, ce qui signifie détruire la structure même de cet Etat.

Parmi les tâches qui nous incombent, à nous militants communistes, se trouve la nécessité de maintenir et de consolider les libertés politiques et syndicales, et en particulier dans leur acception actuelle. Il nous revient aussi de lutter pour la libération de tous les détenus politiques, de combattre la détention politique et sur le plan stratégique ou à long terme de lutter pour la construction de la démocratie nouvelle.

Certains prétendent que ces libertés ont été renforcées à travers le mouvement du 20 février ou grâce à l'organisation de sit-in et de marches et que tout cela a constitué une grande avancée ; en réalité, ceci ne constitue qu'une simple goutte d'eau dans

l'océan, quand on sait que la détention politique au Maroc continue à sévir et quand on sait surtout que les tâches de la révolution nationale démocratique populaire n'ont pas encore été réalisées.

J'appuie les propos du camarade qui a signalé que nous avons encore au Maroc des détenus politiques. Ma libération ne signifie aucunement que la détention politique est terminée ; bien au contraire : il existe encore de nombreux détenus politiques dans notre pays. Nous sommes aujourd'hui à Essaouira, où se trouvent enfermés les camarades Mourad Achouini et Youssef Alhamdiya ; profitons de cette occasion qui nous est donnée pour leur exprimer notre soutien matériel afin qu'ils sentent qu'ils ne sont pas isolés et qu'ils ont des camarades qui continuent à lutter à leur côté. Les camarades subissent des conditions de détention inhumaines dans des geôles innommables ; demain, afin de leur apporter notre solidarité, organisons un sit-in de soutien devant la prison d'Essaouira.

Ici, je veux aussi mentionner le cas de notre camarade Abdelhak Atalhoui ; c'est un communiste qui milite dans l'Union Nationale des Etudiants du Maroc, et en particulier au sein de la tendance La Voix Démocratique Basiste d'obédience marxiste-léniniste-maoïste ; il est aussi un militant du mouvement du 20 février. Or jusqu'à aujourd'hui, il continue lui aussi à croupir dans la prison innommable de Boulmahraz à Marrakech et à purger ses quatre ans d'emprisonnement ferme. Cette situation nous impose de lui apporter un appui important, et en particulier le jour de son procès qui aura lieu le 07 septembre 2011.

La détention politique au féminin a connu aussi une évolution importante ces derniers temps, cela se note en particulier par la

détention aujourd'hui de plusieurs groupes de femmes ; ceci démontre que l'implication de la femme marocaine ne se limite plus à son rôle domestique, dans la cuisine et le reste de la maison et à son rôle de génitrice, mais que désormais les femmes marocaines sortent dans la rue pour participer aux manifestations, exprimer leurs opinions et lutter au sein des organisations communistes et non-communistes afin de conserver et consolider leurs revendications légitimes. Par-là, elles arborent et défendent des lignes idéologiques et politiques qui effraient les hommes les plus sûrs d'eux-mêmes et tous ceux qui s'affirment forts et solides.

De cette tribune, je voudrais saluer également mes camarades femmes marxistes-léninistes-maoïstes : Zahra Boudkour condamnée à deux ans de prison ferme, la camarade Meriem Bahamou condamnée à six mois de prison ferme, la camarade Loubna Affriat condamnée à trois mois de prison ferme et la camarade Fatima Zahraa condamnée à trois mois d'emprisonnement ferme.

Enfin, j'affirme que la force du mouvement réside dans la force des masses populaires et que la faiblesse du mouvement est le produit de la faiblesse de ses dirigeants. Ceci nous impose, à nous en tant que militants et pratiquants de la politique, de porter une attention sérieuse à la construction d'une direction idéologique et politique solide et claire ; ce qui ne peut se réaliser qu'à travers la construction des trois instruments de la révolution : le parti, le front et l'armée populaire.

Restons résistants et combatifs dans la lutte.

**INTERVIEW DE ILHAM HASNOUNI DANS 'RED FLAG' - JOURNAL DU MLPD (PARTI MARXISTE-LÉNINISTE D'ALLEMAGNE)**



*Après avoir été incarcérée durant plus de dix mois, Ilham Hasnoui a été jugée et condamnée à la mi-août à 10 mois de prison pour son implication dans les événements du mouvement étudiant dirigé par les militants de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc (UNEM) des 14 et 15 mai 2008. Ayant déjà purgé l'équivalent de sa condamnation, elle a donc été libérée. Quelques jours après sa libération, elle a accordé une interview au magazine 'Red Flag' du Parti Marxiste-Léniniste d'Allemagne*



*Affiche de VDB*

**RF: Ilham, quelle est la raison pour laquelle on vous a mise en prison?**

Mon arrestation résulte des événements des 14 et 15 mai 2008 qui représentent la révolte qui a ramené le mouvement étudiant sur la scène de la lutte de classe au Maroc. A l'époque, les étudiants avaient disposé certaines de leurs justes et légitimes revendications. Le rejet d'une disposition autorisant l'expulsion des militants de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc, et en particulier les membres de la Voie Démocratique Basiste était au sommet de ces revendications.

Puisque le régime avait utilisé toutes ses cartes, y compris les arrestations politiques et la répression physique directe pour réprimer la lutte du mouvement étudiant, il a alors recouru à la nouvelle méthode d'expulsion.

En conséquence, les étudiants ont mené diverses batailles atteignant leur point

culminant dans la révolte des 14 et 15 mai. Le soulèvement a vu des arrestations en masse parmi les militants et les étudiants, parmi lesquels le régime allait en garder onze, un groupe qui a fini par être connu comme le 'groupe Zahra Boudkour', d'après le nom d'une camarade arrêtée au cours de ces événements.

Dix camarades ont purgé des peines de 2-3 ans de prison, alors que le camarade Morad Elchuini est toujours en prison où il purge une peine de 4 ans. De surcroît, de nombreux mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre des militants qui avaient pris part à la révolte, j'en faisais partie, et le 12 octobre 2010, j'ai été arrêtée dans la maison familiale.

**RF: Comment vous ont-ils traité, avez-vous été torturée ou insultée?**

Par ses attaques répétées contre les militants, le régime vis à briser leur volonté et leur détermination en se servant de ses méthodes répressives parmi lesquelles l'utilisation de la violence verbale, des injures, de l'humiliation, des violences physiques et des passages à tabac. Les cinq jours au commissariat de police sont passés comme si j'étais dans un autre monde, un monde rempli de criminels et de bourreaux qui ont perdu leur sens de l'humanité. J'ai été traitée comme si j'étais pour eux une proie facile grâce à laquelle montrer leur brutalité, leur sadisme et toutes leurs maladies de psychopathes. Cependant, nos principes et nos convictions demeurent notre meilleure arme dans l'affrontement, ils nous renforcent et nous rendent plus courageux devant nos bourreaux qui trouvent nos regards aussi douloureux que des balles bruyantes qui font mal, les poussant à déclencher les passages à tabac et les agressions comme une interprétation de leur colère, une colère que je ne comprends que comme une réponse aux

mots que nous ne cessons de dire, des mots qui reflètent notre adhésion à la ligne de masse, la ligne de notre peuple appauvri.

**RF: Quelle fut l'importance de la lutte de votre peuple et de la solidarité internationale pour votre liberté?**

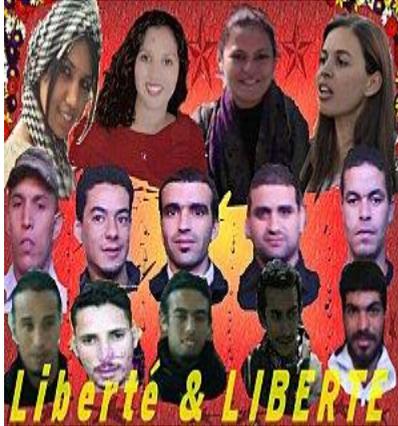
Les régimes réactionnaires tentent toujours de dissimuler les arrestations politiques. C'est la raison pour laquelle ils essayent de fabriquer de faciles accusations contre les militants. Toutefois, ce qui fait la différence, c'est quand les masses se cramponnent à leurs militants, obligeant les régimes à reconnaître le vrai contexte de ces arrestations.

La lutte du peuple marocain et de tous les mouvements et organisations internationaux qui m'ont soutenu lorsque j'étais détenue fut d'une extrême importance, et a eu un puissant écho dans l'exposition de mon cas et de celui de tous les prisonniers politiques. Elle a également eu un poids important dans le domaine politique, alors que le régime aspirait à faire d'Illham une criminelle ordinaire, le peuple marocain l'a refusé et a dit: 'c'est notre fille, tout ce qu'elle voulait était une éducation démocratique, laïque, populaire et unifiée'. Par conséquent, tous les mouvements et organisations internationaux ont marqué leur soutien à notre peuple, une chose pour laquelle je les salue profondément, car ils se sont hardiment accrochés à notre cause, et se sont battus pour elle.

**RF: Parlez-nous de votre objectif, le vrai socialisme et la lutte au Maroc pour l'atteindre.**

La ligne politique que j'épouse est le marxisme-léninisme-maoïsme et donc mon objectif est de construire la Nouvelle Démocratie et d'accomplir les tâches démocratiques nationales populaires

via la stratégie de la guerre populaire prolongée. Cela nous oblige, en tant que militants, à être présents parmi les masses afin de les organiser, de les mobiliser et de les éduquer pour parvenir à l'accroissement quantitatif de leurs rangs, surtout qu'elles



sont témoins d'une vague de protestations massives dans lesquelles leur conscience s'est mélangée avec le grand rôle joué par le Mouvement du 20 février, un mouvement qui contribue à préparer les masses à protester et à se rallier.

## **DECLARATION DU DETENU POLITIQUE ABDELHAK TALHAOUI**

*Le détenu politique Abdelhak Atalhaoui comparaitra pour son procès le 07 septembre 2011 tout en étant en grève de la faim. Le camarade a, en effet, décidé d'entamer deux jours de grève de la faim, le 06 et le 07 septembre 2011, comme premier avertissement. Voici sa déclaration :*

Le 07 septembre prochain se déroulera la deuxième partie du procès fomenté à mon encontre, après que le tribunal de première instance m'ait condamné à 4 ans de prison ferme - peine dont je viens déjà de purger 5 mois.

Avec 5 de mes camarades - dont deux ont purgé déjà 4 mois de leur peine -, j'ai été arrêté suite à la glorieuse marche du 20 février, durant laquelle les masses populaires par dizaine de milliers ont manifesté pour imposer leurs revendications de transformation radicale et

pour dénoncer les décennies d'exploitation et d'oppression que le régime actuel et ses acolytes ont exercé et continuent d'exercer aujourd'hui encore. A la suite de cette manifestation, ont eu lieu des vagues massives d'arrestation et de poursuite à l'encontre de dizaines de militants et à l'encontre de centaines de fils du peuple marocain, et ces arrestations se sont soldées par de nombreuses condamnations à des peines d'emprisonnement ferme. Par cette répression, le régime cherche à empêcher le peuple marocain de réaliser ses aspirations pour une transformation radicale et globale, et tente en même temps de créer "l'exception marocaine" - et cela, même s'il est conduit à tuer un tiers du peuple et à jeter le reste de la population dans les geôles du pays.

Mais le peuple marocain, - ce héros qui n'a eu de cesse de combattre le colonialisme

d'antan et l'impérialisme actuel, en sacrifiant les meilleurs de ses fils comme martyrs - n'acceptera jamais cette soi-disante "exception marocaine".

Nous appelons les masses populaires à accentuer sa lutte jusqu'à la victoire ; et à l'opinion publique nationale et internationale, nous disons ce qui suit :

- je déclare la volonté qui est la mienne d'entamer une grève de la faim de deux jours, le 6 et le 7 septembre prochains

- nous dénonçons la répression féroce que subissent les différentes couches des masses populaires (ouvriers, paysans, étudiants, chômeurs, et le mouvement du 20 février)

- nous dénonçons aussi les procès fomentés que j'ai subis et que subissent tous les détenus politiques au Maroc

- nous dénonçons aussi les conditions inhumaines que j'endure et qu'endurent les détenus politiques dans les prisons de l'oppression et de la misère au Maroc

- nous revendiquons ma libération immédiate et sans condition ainsi que celle de tous les détenus politiques

- nous revendiquons aussi la levée de toutes les poursuites menées à l'encontre des militants

- nous exigeons que tous les tortionnaires soient jugés et condamnés

- nous exprimons notre solidarité inconditionnelle avec la lutte de toutes les couches des masses populaires, et en particulier avec celle qui oeuvre à la transformation radicale et globale.

- nous exprimons aussi notre solidarité avec tous les détenus politiques et en particulier avec les camarades Mourad Chouini et Youssef Alhamdiya

- nous exprimons notre solidarité avec la lutte de tous les peuples qui aspirent à se libérer du joug de l'impérialisme et du colonialisme, et avec la lutte de la classe ouvrière et de tous les opprimés dans les centres impérialistes.

**Vive la lutte du peuple marocain !**

**Vive toutes les luttes de tous les peuples du monde !**

**Liberté pour tous les prisonniers politiques !**

*Le détenu politique : Abdelhak Atalhaoui  
numéro d'écrou : 10239*

## **LA SITUATION ACTUELLE VUE PAR LES MARXISTES LENINISTES MAOÏSTES AU MAROC**

Caractériser le mouvement du 20 février au Maroc

Le peuple marocain n'as pas été lui aussi loin de ces événements ; mais un mouvement populaire a vu le jour dans le contexte de ses luttes et sous l'influence directe de ce qui c'est passé à la Tunisie et en Egypte ; un mouvement qui a rassemblé toutes ses catégories et classes sociales dans la lutte populaire. Qui c'est connu par « le mouvement 20 février ».

Ce mouvement 20 février comme mouvement émergé du cœur des contradictions de classe dans notre pays et comme résultat d'un certain niveau d'aiguïsement des contradictions de classe, ce mouvement est transpercé objectivement par les intérêts de toute les classes qui subissent la domination de la coalition de classes dominantes formée essentiellement

par la bourgeoisie bureaucratique et compradore et les propriétaires fonciers.

Si nous nous basons sur la réalité concrète de ce mouvement des jeunes, nous pouvons montrer la forme et le contenu de la présence de ces classes au sein du mouvement à condition de se conformer à la méthode d'analyse scientifique. D'ailleurs la tâche assumée par cet intervention est d'essayer de montrer les formes et le contenu de la présence de ces classes au sein du Mouvement 20 février.

Vu les développements et les regroupements au sein du mouvement 20 février, nous pouvons observer la présence de la bourgeoisie « monopolistique », cette bourgeoisie qui s'est développée à la marge de la bourgeoisie compradore et bureaucratique, elle a une expansion économique dans divers domaines, tel que l'immobilier, la confection, l'industrie agro-alimentaire... Le développement économique de cette classe s'est heurté aux intérêts de la bourgeoisie compradore et bureaucratique puisque cette dernière domine l'appareil de l'Etat et le secteur « publique » qu'elle exploite, non seulement pour l'accumulation de son capital, mais aussi pour affaiblir ses concurrents. Ce qui a créé de nombreuses difficultés pour cette classe qui scandent les slogans de la bourgeoisie libérale comme « la concurrence loyale », et « non au cumul de la richesse et du pouvoir », « laisser faire, laisser passer » dans une offensive directe contre tous ce que représente les institutions économiques de « la famille royale » et ses proches. Cette classe, qui représente la bourgeoisie libérale au sein du mouvement, est une classe présente et active dans le mouvement du 20 février, elle lutte pour ses intérêts et fait dominer son idéologie et sa culture. La revendication « d'une monarchie parlementaire » est son slogan politique

officiel au sein du mouvement ; et c'est ce slogan qui représente pour elle l'horizon du mouvement et son but final.

Quant aux porte paroles et représentants de cette classe au sein du mouvement du 20 février sont quelques groupes financés directement par quelques grands capitalistes comme Miloud Chaabi, Karim Tazi, Samir Abdelmoula, Ayouch...et aussi l'USFP et quelques courants au sein du PSU (Parti Socialiste Unifié) et le parti d'avant-garde.

Il n'est pas étonnant de voir que ceux là sont les plus motivés et les plus instigateurs pour scander des slogans anti « police économique », anti Majidi, anti Himma... considérés comme les représentants les plus fidèles de la bourgeoisie bureaucratique qui constitue dans l'étape actuelle le premier ennemi de classe de la bourgeoisie libérale, qui subit un blocus économique et resserrement de ses intérêts de la part de la bourgeoisie bureaucratique qui domine l'appareil de l'Etat.

La présence de cette classe au sein du Mouvement 20 février n'est pas seulement politique, mais aussi c'est une présence idéologique. Elle partage avec la haute sphère de la petite bourgeoisie la tâche de défendre la soit disons « lutte pacifique » et « civilisé » et fait dominer l'illusion d'une possibilité des changements pour l'intérêt du peuple sous la structure de classe établie.

La défense des représentants politiques de cette classe du slogan « la monarchie parlementaire » est due à la conviction de cette classe du rôle que pourrait jouer la monarchie pour la sauvegarde de ses intérêts de classe. Pour elle le renversement de cette institution réactionnaire signifie la possibilité de sa ruine et mener le Maroc à une étape menaçant sa stabilité, ce qui

provoquerait le recul des ses activités économiques et la baisse des taux de profits qui spolient du travail des ouvriers et ouvrières et le reste de la classe laborieuse. C'est pour cette raison qu'on trouve que les représentants idéologiques et politiques sont ceux qui répandent des discours tel que « le roi est sincère et son environnement pourri », et que l'absence de l'institution royale peut menacer l'unité du Maroc ...

Malgré la répression qu'elle subit par la coalition de classe dominante surtout la bourgeoisie bureaucratique et compradore, c'est une classe oscillante qui préfère les compromis et la trahison surtout si les luttes de masse se développent et leur combativité croisse.

Directement après le discours du roi le 9 mars, les représentants de cette classe proclament la nécessité d'attendre ce que surviendra des travaux de « la commission de la révision de la constitution » que le roi a nommée. Et ils oeuvrent à freiner tout développement combatif et populaire du mouvement de 20 février. Ils continuent à être présents au sein du mouvement non pas pour développer le mouvement, mais seulement pour faire pression dans le but d'arracher des bénéfices et garantir qu'ils puissent continuer dans le mouvement si les réformes engagées ne satisfassent ses intérêts de classe et ouvrent devant eux le champ pour se développer et accumuler le capital.

A côté de la bourgeoisie libérale, on trouve quelques fractions de la grande bourgeoisie qui trouvent que la forme du pouvoir politique est une entrave pour son développement et la cause de sa crise permanente. Cette classe est représentée politiquement au sein du mouvement 20 février par les forces obscurantistes qui ont pu, à cause de l'absence d'une perspective

révolutionnaire authentique, dominer sur de très larges masses populaires en utilisant la religion comme couverture de leurs intérêts de classe. La présence de cette catégorie sociale au sein du mouvement 20 février se fait principalement à travers « Al Adl Wal Ihsane », qui a déclaré son engagement dans le mouvement avec une perspective qui va au-delà de « la monarchie parlementaire ». Même si cette classe s'appuie sur une base sociale issue essentiellement de la classe laborieuse, son projet politique ne sert que l'intensification de l'exploitation, l'oppression et l'accumulation du capital sur le compte des ouvriers sous couvert de la religion qui justifie l'oppression, l'exploitation et les inégalités.

Les forces obscurantistes sont l'expression la plus concentrée du fascisme la bourgeoisie congestionnées et en détresse. Pour elles, la religion forme la couverture idéologique parfaite pour l'adaptation des masses et les intoxiquer pour qu'elles acceptent l'exploitation et la capitulation sous la bannière du « dieu distribue les richesses », et déformer la conscience des masses pour mettre fin à l'exploitation et la remplacer par « la solidarité sociale », Azakat, ... C'est pour cela qu'on trouve qu'elles sont les plus haineuses et sanguinaires vis-à-vis toute ligne progressiste révolutionnaire qui élève la conscience des masses et la dirige pour à la victoire.

Au sein du mouvement 20 février, on trouve aussi la petite bourgeoisie avec son aile droite qui représente le haut d'échelle de cette classe et son aile gauche qui représente les intérêts de la classe inférieure. Les hautes sphères de la petite bourgeoisie scandent elles aussi « la monarchie parlementaire » et partagent avec la grande bourgeoisie libérale le même horizon et les mêmes buts généraux. Cette classe voit dans la grande bourgeoisie

libérale son idole, son futur projet, et ses motivations de classe ; et elle justifie cette revendication par quoi le roi est le garant de l'unité du Maroc, et aller au-delà de ce seuil peut faire entrer le Maroc dans une impasse. Cette peur que cette classe exprime et essaie de répandre est le reflet direct de l'effroi de la petite bourgeoisie de sa ruine et sa prolétarianisation. Les plus remarquables représentants de cette classe sont le PSU, le parti d'avant-garde et le Congrès Ittihadi. Sa défense du caractère pacifique du Mouvement du 20 février et son opposition à toute radicalisation du mouvement en lui donnant une dimension populaire est due à la conscience de cette classe de la contradiction de ses intérêts avec ceux des ouvriers, des pauvres paysans et le reste de la classe laborieuse.

La grande convergence des intérêts de cette classe avec ceux de la grande bourgeoisie libérale explique dans l'étape actuelle le rapprochement et l'enchevêtrement claire entre les slogans de ses représentants politiques et les alliances du terrain au sein du et en dehors du Mouvement.

Si cette situation est celle de la haute sphère de la petite bourgeoisie, alors en bas de l'échelle, les éléments laborieux ont une présence différente au sein du Mouvement du 20 février. Le degré d'oppression de classe qu'ils endurent, et le degré de l'attaque économique et politique qu'ils subissent de façon permanente... fait qu'ils scandent des slogans plus « radicaux ». Mais, ils ne peuvent échapper aux illusions bourgeoises qui veulent changer leur condition sans toucher à la même structure de classe. Ces éléments revendiquent « l'assemblée constituante » et « une constitution démocratique et populaire ». Ils sont représentés par la voie démocratique et le courant « Monadila ».

Certes, la revendication « de l'assemblée constituante » est plus avancée par rapport à « la monarchie parlementaire ». Dans une étape historique antérieure dépassée, le prolétariat avait mis en avant cette revendication, mais aujourd'hui, il n'est qu'un slogan qui n'est plus scientifique et ne peut même s'il est réalisé, servir les intérêts des masses populaire et même celles de la petite bourgeoisie, pour deux raisons :

D'une part, le slogan « l'assemblée constituante » que le prolétariat avait mis en avant à la fin du 19ème siècle et le début du 20ème siècle, exigeait pour sa réalisation deux conditions qui sont le renversement de la monarchie et une réelle force pour imposer cette revendication.

Lénine s'était moqué de ce slogan lorsqu'il n'était pas lié aux conditions de sa réalisation. Dans son encadrement des slogans tactiques de la révolution de 1905, Lénine avait écrit : « les gens de l'Osvobojdénie... Ces derniers, font des phrases sur l'Assemblée « constituante » et ferment pudiquement les yeux sur le fait que la force et le pouvoir restent entre les mains du tsar; ils oublient que pour « constituer », il faut la force pour constituer, » et il ajoute ailleurs qu' « aussi longtemps que le pouvoir restera entre les mains du tsar, toutes les décisions de tous les représentants, quels qu'ils soient, se réduiront à des bavardages aussi creux et aussi pitoyables ... » (Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique).

Pour Lénine, le porte parole du prolétariat révolutionnaire, l'assemblée constituante ne peut être que le résultat d'une insurrection populaire armée. Dans son commentaire du troisième congrès, il a insisté sur le fait que « seul un gouvernement révolutionnaire provisoire, qui serait

l'organe de l'insurrection populaire victorieuse, est capable d'assurer la liberté complète de l'agitation électorale et de convoquer une assemblée exprimant réellement la volonté du peuple. Cette thèse est-elle juste ? Celui qui s'aviserait de la contester devrait soutenir que le gouvernement du tsar peut ne pas tendre la main à la réaction, qu'il est capable de rester neutre dans les élections, qu'il peut se soucier de l'expression véritable de la volonté du peuple. . »

C'est ainsi que Lénine avait posé la question il y a cent ans. Les révolutionnaires marocains aussi ont traité la question en répondant aux clameurs des réformistes sur l'assemblée constituante avec ces mots :

« Si le conseil constituant s'est tenu dans les conditions de la domination de classe réactionnaire, alors ce conseil là, soit il adoptera des lois réactionnaires garantissant la pratique démocratique de la réaction seulement, et dans ce cas le conseil constituant légitimera l'emprise réactionnaire et sa domination politique, économique et culturelle ; soit ce conseil légifera des lois qui ne s'appliqueraient pas ; sinon, il massacrera les députés après que les conditions qui ont imposé à la réaction d'accepter la convocation d'un tel conseil.

Alors si l'objectif de la convocation du conseil constituant après le démantèlement du pouvoir des nouveaux colons et comprador et la construction du pouvoir national démocratique, alors le principal slogan sera à ce moment là la destruction du pouvoir des nouveaux colons et comprador et l'édification de la république démocratique populaire. Le nouvel pouvoir révolutionnaire œuvrera à la convocation du conseil constituant pour élaborer des nouvelles lois adaptées aux nouvelles

conditions politiques qui sera une tâche nécessaire, mais ce serait une tâche secondaire par rapport au renversement du pouvoir de la réaction et l'édification à sa place du pouvoir révolutionnaire. » (Noteur démocratie et leur démocratie 1979)

Les camarades qui scandent dans les circonstances actuelles du Maroc, et dans les rapports de forces de classe actuelles le slogan « le conseil constituant » sans le lier aux conditions de sa réalisation, ces camarades répandent les illusions parmi les masses et se font des illusions sur la possibilité de sa réalisation sous la domination du régime de la bourgeoisie bureaucratique et comprador. Ils présentent ainsi au régime une issue dans le cas du développement du mouvement et sa radicalisation. Le régime ne trouvera pas d'inconvénient à l'élection du « conseil constituant » dans les conditions actuelles. La revendication et le slogan du « conseil constituant » n'est pas seulement inapproprié à la lumière de ce que nous avons dit ci-dessus, mais aussi parce que l'histoire a montré que cette revendication est dépassée considérée comme revendication du prolétariat, ce dernier restera impuissant pour maintenir ses intérêts et même dans le moindre seuil démocratique à travers « le conseil constituant » tel qu'il a été posé au 19ème siècle et le début du vingtième, où la révolution démocratique concevait l'édification de « la démocratie » dans sa forme bourgeoise classique.

Avec l'émergence des régimes semi coloniaux et semi féodaux comme le Maroc produit historique du processus du développement de l'impérialisme, et sous le régime néo coloniale, seule « la nouvelle démocratie » peut conserver les intérêts du prolétariat et les intérêts du peuple et ouvrir des perspectives au développement historique de toute l'humanité ; et cette

démocratie (la nouvelle démocratie) ne peut se réaliser sans une lutte violente, de longue durée et pénible que les masses mèneront pour détruire l'appareil de l'Etat des nouveaux colons, la prise du pouvoir et l'édification d'un nouvel Etat avec la force des armes, dans une guerre populaire prolongée.

Ce qui est arrivé en Tunisie et en Egypte est la preuve de ce que nous avançons. Tant que le pouvoir est aux mains de la bourgeoisie aujourd'hui signifie pratiquement le renouvellement de sa domination et le maintien de son contenu.

D'un point de vue politique et de classe, la révolution signifie le transfert du pouvoir d'une classe à une autre. A l'étape actuelle du développement de l'humanité, l'étape de la domination de l'impérialisme, aucune classe ne peut prendre le pouvoir politique et satisfaire les revendications du peuple sans la classe ouvrière et ses alliés objectifs, et ce que signifie politiquement... le renversement de la bourgeoisie bureaucratique et comprador dans les pays dépendants et la construction de la république de la nouvelle démocratie. Vu la nature semi féodale et semi coloniale des régimes dépendants de l'impérialisme où la bourgeoisie comprador, la bourgeoisie bureaucratique et les grands propriétaires terriens dominant, il n'y a pas de possibilité d'une évolution et d'un véritable changement démocratique qui servent les intérêts de toutes les classes du peuple, y compris la bourgeoisie nationale, sans la destruction du pouvoir de la bourgeoisie bureaucratique, la bourgeoisie comprador et les grands propriétaires terriens, imposer la solution démocratique de la question paysanne et instaurer la liberté politique. Aucune classe ne peut imposer cette solution sans la classe ouvrière avec son parti communiste révolutionnaire et dans le cadre de son alliance avec le reste des

classes du peuple à leur tête les paysans pauvres. L'époque de la démocratie bourgeoise classique où la bourgeoisie nationale peut jouer un rôle révolutionnaire et progressiste à travers sa domination de classe a connu sa fin historique lors de la première guerre mondiale. Une nouvelle époque a commencé. L'époque de la nouvelle démocratie expression de la dictature du prolétariat, des paysans pauvres et les autres classes du peuple révolutionnaire. La construction de l'Etat de la nouvelle démocratie, c à d l'Etat nationale démocratique populaire considérée comme l'Etat de la dictature unifiée des classes du peuple révolutionnaire sous la direction du prolétariat se construit à travers le front révolutionnaire unifié qui forme le cadre de cette alliance et cette unité, dans une guerre populaire prolongée qui détruira l'Etat des nouveaux colons.

Revendiquer « le conseil constituant » sous la domination du pouvoir absolu et dans les conditions des rapports de forces actuelles n'est autre que le détournement de la revendication du prolétariat et le reste des masses populaires pour renverser la monarchie et construire la démocratie populaire, expression de la croyance petite bourgeoisie de la possibilité de réformer ce régime pourri agent de l'impérialisme.

Donc, quelle position devrait avoir la classe ouvrière vis-à-vis le mouvement 20 février ? Et avec quel contenu et quelles formes les communistes peuvent exprimer les intérêts immédiats et stratégiques de la classe ouvrière au sein du mouvement 20 février ? Cette question est d'une grande importance parce qu'elle représente la boussole de tout courant de gauche révolutionnaire dans notre pays.

Mais la réponse à cette question suppose premièrement la détermination de l'étape

actuelle du processus révolutionnaire dans notre pays, la condition du mouvement 20 février et l'encadrement de nos tâches sur la base des tâches généraux que cette étape impose ?

La science du marxisme-léninisme-maoïsme nous enseigne que le processus de la révolution passe par trois étapes essentielles : l'étape de la défense stratégique ; l'étape de l'équilibre stratégique ; et l'étape de l'offensive stratégique. Toutes ces étapes sont l'expression en dernière analyse des rapports de forces de classe entre le prolétariat et ses alliés objectifs d'une part et les classes exploiteuses d'autre part.

L'étape de la défense stratégique est déterminée principalement par le déséquilibre des rapports de force de classe en faveur des ennemis du peuple, et le but de cette étape est l'équilibre de ce rapport pour préparer l'offensive stratégique, où la tâche deviendrait la prise du pouvoir politique par le prolétariat.

La révolution aujourd'hui au Maroc, et au vu des rapports de force de classe actuelle est certainement dans sa première étape - l'étape de la défense stratégique-, où toutes les tâches sont le dépassement des points faibles de la gauche révolutionnaire et la consolidation de ses points forts ; et en parallèle l'approfondissement des points faibles de l'ennemi de classe, et le démantèlement ses points forts pour arriver à l'équilibre stratégique.

Cependant, l'étape de la défense stratégique ne se résume pas seulement à la défense passive et se clouer à la défense devant les attaques de l'ennemi. A l'étape de la défense stratégique, les conditions de classe et politiques imposent la nécessité des attaques, mais ces attaques ont seulement pour objectif le renforcement

des positions du prolétariat et ses alliés et affaiblir les positions de l'ennemi de classe. Le mouvement 20 février a créé de telles conditions et une telle nécessité, c à d la nécessité d'une offensive organisée. Néanmoins et pour ne pas capituler devant les illusions, les objectifs de cette offensive doivent être clairs. Cet instant historique du développement de la lutte des classes dans notre pays incombe à la gauche révolutionnaire d'une part le renforcement de la lutte et doubler les efforts pour dépasser ses points faibles et consolider ses points forts ; d'autre part l'affaiblissement de l'ennemi de classe ...

Le mérite du mouvement 20 février est qu'il a pu déclencher une forte dynamique militante en élevant le niveau de la lutte de classe et lui donnant de nouvelles dimensions. Ce jeune mouvement a pu assumer les revendications de la plupart des luttes du peuple marocain, allant de pures revendications économiques en arrivant aux revendications politiques claires, à leur tête la liberté politique.

L'une des tâches immédiates qui reflèterait ce contenu est la nécessité d'incorporer la ligne révolutionnaire à de nouveaux champs de la lutte de classe et y développer la résistance populaire ; la nécessité de créer des points d'appui au sein de la classe ouvrière, les paysans pauvres, et dans les quartiers populaires. L'influence de la gauche révolutionnaire est restée historiquement dans la plupart du temps au sein de la jeunesse estudiantine, c'est un champ important, stratégique et déterminant dans la lutte révolutionnaire, mais il reste en dernière instance insuffisant. Il faut profiter de cet instant historique que le mouvement 20 février a créé pour organiser les ouvriers et ouvrières, organiser les paysans pauvres et les masses populaires dans les quartiers

populaires et développer un mouvement féministe populaire combatif.

Cela incombe aux révolutionnaires la concentration des efforts pour construire les comités populaires et les comités de la défense du peuple partout et dans tous les domaines. Aussi, cela exige la nécessité de la consolidation du travail commun et la réflexion sérieuse à œuvrer pour l'unité de la gauche révolutionnaire ou au moins unifier son action à travers un front révolutionnaire avec un programme politique claire et ambitieux. Encore faut il travailler à l'engagement du mouvement étudiant, du mouvement des élèves et lycéens et du mouvement des chômeurs dans le mouvement 20 février avec des slogans clairs comme « le retrait du plan

d'urgence », « la loi de finance », « le droit à la légitimité et à l'organisation », « la liberté aux détenus politiques », « lever l'interdiction de l'UNEM »...

Il faut se concentrer sur la gauche, neutraliser les centristes, et s'attaquer à la droite. Cette thèse est notre directive dans cette étape. Et il faut savoir l'appliquer dans chaque instant sans tomber ni dans le droitisme, ni dans le gauchisme.

**Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !**

**Vive la révolution marocaine !**

**Vive la révolution mondiale !**

**Intensifions nos efforts pour créer les conditions pour la création du parti communiste**

## **INTERVENTION D'UN CAMARADE MAROCAIN LORS DU MEETING « DES REVOLTES ARABES A LA REVOLUTION » (PARIS LE 15 OCTOBRE 2011)**

Camarades,

Nous saluons cette initiative de votre part et nous sommes heureux que vous soyez à notre coté dans ce meeting qui est pour nous une occasion pour profiter de vos luttes et de vos expériences.

Les révoltes populaires de la Tunisie ; de l'Égypte et des autres pays arabes ont été un fait historique même s'il n'était pas qualitatif mais on peut le considérer comme un tournant historique dans le développement historique de la lutte de classes dans la région du fait des changements qu'il a créé et des leçons qu'il a laissé aux peuples de la région et à ses forces révolutionnaires.

La leçon la plus importante de ce qui est arrivé est de confirmer l'impossibilité de la

révolution sans un parti révolutionnaire basé sur la théorie révolutionnaire.

L'absence du parti communiste authentique dans ces pays a constitué le plus dangereux point faible sur les luttes des peuples de la région ; et a permis à l'impérialisme et à ses collaborateurs locaux d'intervenir et encore de dominer et de profiter de ces luttes héroïques ; la Tunisie ; l'Égypte ; la Libye ; le Bahreïn ; la série tous ces pays confirme cette vérité historique : en l'absence d'un parti révolutionnaire authentique il est impossible de pousser les luttes des masses et les développer vers la révolution qui va établir et renforcer les intérêts du peuple.

La première importante tâche de construction est de mettre en place les conditions pour la constitution du parti

révolutionnaire ; parti de la classe ouvrière. C'est pourquoi toutes les tâches doivent être soumises totalement dans tous les sens que porte ce mot (sens idiomatique et politique) à cette tâche particulière. La construction du parti est un processus long et permanent tant que les conditions de son existence continuent, c'est-à-dire la société de classe.

Par conséquent la construction du parti n'est pas une mission instantanée et périodique mais c'est un processus continu et permanent la tâche principale c'est la construction de ce parti et chaque retard produit la privation de la classe ouvrière et les masses populaires de ses armes et les rend vulnérables à la frappe de l'ennemi de classe. Mais la constitution du parti n'est pas un acte volontariste d'un groupe de communistes ni un rassemblement entre eux, mais c'est un travail qui nécessite l'existence d'un ensemble de conditions essentielles à leur tête : l'élaboration de la

ligne idéologique et politique et l'élaboration du programme révolutionnaire correspondant à la réalité concrète du pays concerné ; et en faire la propagande au sein des masses populaires ; l'élaboration de cette ligne et de ce programme ne se fait pas de manière isolée de la lutte de classe au niveau local et mondial, mais au sein même de cette lutte ; et en parallèle avec l'organisation des masses et leur armement.

L'état actuel et la forte renaissance des peuples de la région constituent une grande opportunité historique aux forces marxistes-léninistes-maoïstes dans la région pour aller vers la constitution de partis révolutionnaires et le lancement du processus de lutte commune et la contribution à l'élaboration des piliers de la création de l'internationalisme communiste auprès des autres partis et organisations communistes dans les autres pays au service de la révolution mondiale.

Intervention du comité Anti-impérialiste lors du meeting du 15 octobre 2011 organisé à Paris par le PCmF et le PCmI. Pendant la réunion les organisateurs ont proposé sous les applaudissements « Une journée internationale de solidarité avec les prisonniers politiques maoïstes du Maroc, à développer dans le plus grand nombre de pays du monde, sous toutes les formes possibles ».

## **DECLARATION DE COUP POUR COUP 31**

### **MEETING « DES REVOLTES ARABES A LA REVOLUTION »**

Tout d'abord, merci au PCmF et au PCmI de nous avoir invités et de nous donner l'occasion de nous exprimer devant vous aujourd'hui.

Je suis membre du collectif Coup Pour Coup 31, et c'est en son nom que je

m'exprime. Collectif anti-impérialiste de Toulouse, en France, créé à l'initiative de l'OCML-VP.

Organisation à vocation de masse, nous sommes présents et actifs dans les quartiers populaires toulousains, car nous considérons qu'il faut militer dans et avec le prolétariat. Nous nous sommes regroupés autour de 4 axes politiques : l'anti-impérialisme, l'anti-sionisme, la solidarité ouvrière et le combat contre la répression et la justice de classe.

Dans le cadre de notre combat anti-impérialiste, le soutien aux différentes intifadas au Maghreb et au Proche-Orient a été un axe central de notre activité ces derniers mois et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, ces mouvements sont un espoir pour les peuples du monde qui luttent contre l'impérialisme et des régimes réactionnaires à sa botte. Ils prouvent que les masses unies peuvent changer le cours de l'Histoire et rendre possible aujourd'hui ce qui paraissait impossible hier. C'est un encouragement pour ceux qui, ici en France, se sentent abattus après la défaite dans la lutte contre la réforme des retraites et pour ceux qui se sentent impuissants à contrer les attaques de la bourgeoisie.

De plus, ces pays étant liés à la France, de part son histoire colonial et de la présence de l'impérialisme français dans cette région du monde, ces luttes prennent ici une importance particulière. Elles se déroulent dans les pays d'origine d'une frange importante du prolétariat immigré en France. Cela repose la question de l'engagement dans la lutte des classes pour ces prolétaires. En effet, ces luttes font suite

Dans ce cadre, notre collectif a mené des campagnes politiques de soutien dans les quartiers populaires de la ville. Notamment en organisant le 15 avril dernier un meeting avec des militants communistes marocain et tunisien.

Soutenir la lutte des peuples arabes, c'est aussi exiger la libération des militants progressistes et communistes emprisonnés dans les geôles des régimes réactionnaires arabes et de l'impérialisme. C'est pourquoi, nous menons campagne pour la libération des militants de la Voie Démocratique Basiste Marxiste-Léniniste-Maoïste, à l'instar de Zahra Boudkour, Ilham Hasnoui et Abdelhak Talhaoui, emprisonnés au Maroc.

Mais aussi en soutenant Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste libanais emprisonné en France depuis 1984. Nous sommes d'ailleurs à l'initiative d'un rassemblement à Toulouse le 22 octobre 2011, à la veille de sa 28ème année d'incarcération. Nous vous invitons à y participer.

Merci à vous pour votre attention,

en 2009/2010 à la plus grande grève sociale du pays depuis 15 ans, celle des travailleurs sans-papiers pour leur régularisation. Le regain des luttes de et dans l'immigration nous incite non seulement à développer des solidarités concrètes avec les travailleurs et les peuples opprimés de ces pays mais ici à contribuer à l'organisation de ces prolétaires.

Par ailleurs, la bourgeoisie accentue son discours réactionnaire, chauvin et anti-immigré. Dans ce contexte, nous nous devons de combattre pour l'unité du prolétariat contre ses réels ennemis. Ainsi, ces révoltes font avancer la révolution dans le monde arabe et font aussi avancer la révolution en France car nos intérêts sont liés. Le système capitaliste est mondialisé et survit en opprimant les peuples et en exploitant les travailleurs du monde. C'est en combattant ensemble ici et là-bas que nous pourrions y mettre un terme ! La solution dépend de notre engagement pour combattre ici l'impérialisme et construire des solidarités actives avec les peuples du monde.

## INTERVENTION DU COMITE ANTI-IMPERIALISTE

Pour commencer je tiens au nom du CAI à remercier le Parti Communiste maoïste de France et le Parti Communiste maoïste d'Italie de nous avoir invités à ce meeting qui revêt un caractère important dans la situation actuelle de révolte dans le « monde Arabe ».

Le Comité Anti-impérialiste a vu le jour pendant la période des révoltes dans les pays arabes. Révolte populaire aussi bien en Egypte qu'en Tunisie. Révolte qui a touché d'autres pays de la région à divers degrés d'intensité. Cette région est marquée par l'implication importante de l'impérialisme Français particulièrement dans les pays du Maghreb. Face à cette situation des camarades se sont réunis et ont décidé d'organiser un comité à partir d'une plateforme en cinq points. Cinq points importants pour agir contre l'impérialisme ici en France par rapport à la lutte de classes.

Le premier point de la plateforme consiste à affirmer que l'anti-impérialisme est un anticapitalisme. En effet, en France, comme dans l'ensemble des pays capitalistes existe une véritable campagne idéologique et politique de la bourgeoisie. Campagne qui a pour objectif de réduire l'impérialisme à son aspect d'expansion géographique à travers la domination militaire. Les révolutionnaires doivent remettre au centre du concept d'impérialisme la définition mise en avant par Lénine et ses continuateurs. Il nous faut insister sur la définition de l'impérialisme en tant que stade suprême du capitalisme.

Le deuxième point de la plateforme consiste à mettre en avant les guerres populaires qui se déroulent à travers le

monde. Aujourd'hui ces guerres populaires sont le fer de lance dans la reconstruction d'un mouvement communiste (maoïste) à travers le monde (Inde, Pérou, Philippines et en Turquie). Cette réalité des luttes est niée en France. Ces combats sont méconnus en Occident où la gauche prétendue radicale ou non et le fameux quatrième pouvoir (les médias dominants) occultent ces soulèvements révolutionnaires. Il est donc du devoir du comité anti-impérialiste de soutenir ces révolutions et d'être une de ses tribunes.

Le troisième point est de souligner la nécessité de lutter d'abord contre son propre impérialisme. En effet la France possède encore des colonies à Mayotte, en Guadeloupe, en Martinique, à la Réunion, en Kanaky, à Tahiti. Colonies que les impérialistes appellent improprement département ou territoires d'outre mer. Nous devons mettre en avant le droit de ces peuples à l'autodétermination.

Le comité anti impérialiste n'oublie pas dans son combat les prisonniers révolutionnaires en France. Prisonniers qui sont la réalité vivante des combats passés et futurs pour un monde débarrassé des crimes de l'impérialisme. Une des tâches du comité est de lutter pour libérer ces militants des geôles de l'Etat français. Dans ce cadre le comité met en avant la lutte pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah emprisonné en France depuis 1984 pour son engagement anti-impérialiste.

Le quatrième point consiste à mettre en avant la question du combat contre le sionisme et le droit pour le peuple palestinien à sa terre. Dernier avatar des

idéologies colonialistes et racistes du XIXe siècle, le sionisme spolie les terres du peuple palestinien. Depuis 1948 l'entité sioniste opère des massacres et des déplacements de population, devenus tristement quotidien pour la population. La lutte pour la décolonisation de la Palestine est un devoir internationaliste.

Le cinquième point affirme la nécessité de lutter au cœur des métropoles impérialistes. La jeunesse européenne a montré qu'elle ne courberait pas l'échine face aux mesures gouvernementales commandées par la bourgeoisie européenne. Pour cette jeunesse, le capitalisme est de nouveau une réalité inhumaine et de plus en plus un horizon dépassable. Que ce soit en Italie, en Espagne, en France, en Angleterre, en Grèce et ailleurs, la jeunesse de ces pays exprime sa volonté de rupture avec l'inhumanité capitaliste. Il nous faut multiplier le soutien à ces jeunesse et échanger nos expériences. Affaiblir l'impérialisme c'est effectivement lutter pour affaiblir (et à terme renverser) les classes dominantes, ici-même, dans les centres impérialistes, au cœur de la bête.

Notre comité a été créé au moment où se déroulaient les révoltes en Tunisie. Nous avons organisé un premier meeting sur l'université de Nanterre avec le Parti Communiste maoïste de France. Ce meeting fut une réussite. Pour démasquer encore plus clairement le rôle de l'impérialisme nous avons organisé une deuxième initiative autour de la question du Maroc. Aujourd'hui le comité s'est renforcé avec l'apport des militants du PCmF et d'autres forces.

Actuellement nous organisons une campagne de solidarité avec les prisonniers révolutionnaires du Maroc et principalement ceux de la voie

démocratique basiste (VDb). Cette campagne est menée en commun avec les camarades de Coup pour Coup 31 et l'AGEN. Le Secours Rouge Arabe et le Secours Rouge de Belgique participent aussi à des initiatives autour de la question de la libération des prisonniers au Maroc. Populariser la campagne autour des camarades de VDb est nécessaire. En France la Monarchie marocaine est soutenue à bout de bras par l'Etat bourgeois. Notre campagne pour la libération des prisonniers est menée conjointement au soutien du combat politique et idéologique des camarades du Maroc. Nous mettons en avant leur combat pour le développement du maoïsme et la création d'un véritable mouvement communiste au Maroc.

Dans le cadre de ce meeting nous tenons à affirmer le caractère positif des révoltes dans le monde arabe. Nous refusons le point de vue gauchiste qui affirme que rien ne s'est produit, que tout est comme avant la fuite des dictateurs. Ces révoltes sont importantes. Elles ont une fois de plus prouvé que ce sont « les masses qui font l'histoire ». Mais comme l'ont affirmé les camarades d'Italie ce matin sans un parti (maoïste) qui guide les masses la révolte est kidnappée par les forces de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Le fait que ces révoltes se soient passées dans cette région du monde n'est pas non plus anodin. Pendant des décennies le monde arabe nous a été présenté par « nos dirigeants » comme le terreau de l'ignorance et du fanatisme. La révolte spontanée des masses nous a encore prouvé si nécessaire qu'aucun peuple n'accepte éternellement les chaînes qui l'enserrent. Nous tenons aussi à saluer ici les groupes et les individus qui pendant des décennies dans une période difficile ont continué à porter le flambeau de la révolution.

Nous partageons aussi le point de vue des camarades organisateurs sur la situation actuelle. Aucun triomphalisme concernant les perspectives immédiates. L'inexistence d'un parti communiste de notre époque ne permet pas d'envisager dans l'immédiat la révolution. Nous devons nous atteler ici à un important travail politique et idéologique. Le comité va mettre en avant que mener le vrai combat anti-impérialiste est de lutter contre le capitalisme, de lutter pour le socialisme. Nous devons démasquer les réformistes qui se cachent derrière le masque de « l'alter mondialisme » et ses différentes variantes.

Nous devons aussi démasquer la formidable campagne menée par l'impérialisme autour de son intervention dans le monde arabe. Nous devons nous adresser à l'ensemble de la population de France et particulièrement à sa frange issue de ses anciennes et néo colonies. Nous devons mener campagne contre la propagande qui consiste à dire que la solution pour ces pays réside dans la

participation à la farce électorale. Farce électorale qui remettra au pouvoir les forces serviles à l'impérialisme sous de nouveaux habits. Nous devons expliquer en quoi consiste une vraie révolution, en quoi consiste la révolution de nouvelle démocratie. Rendre ce concept compréhensible pour les masses et expliquer en quoi il s'agit d'une étape vers la révolution socialiste. La tâche est difficile, mais elle est plus facile aujourd'hui après les révoltes populaires qu'avant.

**Vive la lutte des masses**

**Vive la révolution de  
nouvelle démocratie**

**Vive le socialisme**

**A bas l'impérialisme**